

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 29. — 28 Mars 1930.

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

C'est la faute aux ouvriers! L'«épuration» de la C.G.T.U.

Dans un hebdomadaire « parisien et littéraire » de grande circulation, un M. Louis de Launay, « de l'Académie des sciences », s'occupe des problèmes du temps présent. Abordant l'autre jour le sujet — tout à fait actuel — de la vie chère, il a dû d'abord constater qu'il « se passe en ce moment un phénomène économique singulier » ; c'est celui que nous avons déjà signalé ici : le contraste entre les courbes des prix de gros et celles des prix de détail, les premiers dégringolant à une vitesse vertigineuse, tandis que les seconds poursuivent paisiblement leur ascension ou consentent à demeurer stationnaires.

M. de Launay mentionne quelques chiffres impressionnants : le blé valait à Chicago 166 cents le bushel en 1925 et seulement 123 en 1929 et encore ce prix n'est-il qu'artificiellement maintenu : le sucre est tombé de 305 fr. les 100 kilos en 1929 à 241 fr. ; le café de 480 à 230 fr. les 50 kilos. Des différences analogues ou même plus considérables encore s'observent dans les prix des matières premières. Le coton tombe de 634 à 571, la laine de 2.400 à 900, le caoutchouc de 24 cents à 9.

Ayant noté ces faits, le membre de l'Académie des sciences entend de les expliquer, de montrer pourquoi les consommateurs ne profitent pas du tout de cet affaissement énorme des prix de gros. Mais son explication n'a rien de scientifique ; elle est simplement bourgeoise, et des plus platement.

Car M. de Launay met tout de suite hors de cause intermédiaires et commerçants. Il est trop facile, écrit-il, d'incriminer leur avidité. Un savant comme lui ne peut se contenter de solutions aussi simples. Il a cherché et voici ce qu'il a trouvé : la cause de la vie chère réside dans le poids croissant des charges fiscales... et sociales. Ici, il faut citer M. de Launay :

« A elles seules des lois, comme celle des huit heures et des assurances sociales représentent au minimum 15 % d'augmentation sur les salaires. Or, il ne faut pas s'y tromper, dans un prix de revient, les salaires n'interviennent pas seulement pour les 50 ou 60 0/0 qui sont mis en évidence. Les matières premières, les machines, les transports, etc., en supportent également le poids. Et puis l'habitude a été prise, pendant une période où les vaches paraissaient grasses, d'accorder aux ouvriers toutes les augmentations de salaires, congés, vacances, confort, etc., qu'ils pouvaient demander. »

Ce membre de l'Académie des sciences se montre ici bien ignorant ; il est peut-être très savant dans sa partie, qui est je crois la géologie, mais quand il s'occupe de questions sociales il se place au dernier rang des journalistes bourgeois.

La journée de huit heures n'est pas appliquée — dans la mesure où elle l'est — depuis hier. C'est maintenant une règle qui compte une dizaine d'années d'existence ; l'industrie française a donc eu le temps de s'y adapter et elle s'y est fort bien adaptée, sans dommage pour les profits capitalistes, ainsi que le rappelait M. Loucheur lui-même — un bon juge en la matière — lors d'un récent débat sur les assurances sociales.

M. de Launay ignore, ou feint d'ignorer — car ce sont maintenant des faits connus de tous même de ceux qui ne sont pas membres de l'Académie des

sciences — qu'il y a une chose qui s'appelle la rationalisation et une autre chose qui est le travail à la chaîne, lesquelles ont permis aux industriels de supporter très allègrement les « charges sociales » écrasantes dont la journée de huit heures devait les accabler. Un léger coup de pouce donné à la cadence de la chaîne fait tomber beaucoup d'or dans la caisse patronale. M. de Launay, qui doit avoir du goût pour les statistiques, ferait bien d'étudier celles qui se rapportent à la productivité des ouvriers durant les dix dernières années.

Mais si avec la journée de huit heures il s'agit d'un fait déjà ancien, en ce qui touche les assurances sociales, il s'agit de quelque chose qui n'existe pas encore et pour quoi encore les « charges sociales » se réduisent à zéro : les patrons n'ont pas encore eu, de ce fait, à débourser un centime.

Enfin, ce qu'il y a de plus extravagant dans le passage que nous avons cité, ce sont les dernières lignes. Quels privilégiés que ces ouvriers ! Ils n'ont eu qu'à demander, à formuler les exigences les plus folles et aussitôt satisfaction leur était donnée : congés, vacances, confort, hauts salaires. De vrais nababs.

On regrette d'être obligé de contester les affirmations de notre savant. Mais c'est malheureusement une chose trop certaine que les salaires des ouvriers français sont parmi les plus bas des salaires des ouvriers européens, que lorsque des ouvriers prennent des vacances c'est quasi dans tous les cas à leurs frais et pour le confort on voudrait conduire M. de Launay dans un taudis des quartiers populaires de Paris ou de la banlieue ou dans un lotissement boueux — et l'y laisser pour quelque temps. Peut-être serait-il amené à modifier la réponse qu'il donne au problème de la vie chère.

En attendant, nous nous bornerons à constater que les savants nantis du genre de M. de Launay sont de bons serviteurs de la bourgeoisie.

A. ROSMER.

La presse du Parti et celle de la C.G.T.U. ont été très sobres d'informations sur la sixième session du Conseil central de l'Internationale syndicale rouge qui s'est tenue à Moscou en décembre dernier. Les débats qui ont eu lieu à cette assemblée sont cependant d'un intérêt particulier pour la France puisqu'ils ont porté, entre autres, sur la manière de se débarrasser des gêneurs, c'est-à-dire de tous ceux qui se permettent de critiquer les pontifes de la direction confédérale. Il y eut des thèses, un discours de Losovsky, mais il y eut aussi une intervention de Vassart que notre camarade Bernard a trouvée dans le *Rotes Gewerkschafts Bulletin* allemand de l'I. S. R., numéro spécial du 29 janvier 1930. En voici le texte traduit de l'allemand :

« Je dois ici constater qu'entre le discours de Losovsky et les thèses qui, à notre avis, doivent être modifiées, il existe une grande différence. »

Dans les thèses, il est dit plusieurs fois que les éléments qui s'écartent de la ligne de l'I.S.R. sont d'ores et déjà exclus. Dans un autre endroit, vers la fin, il est dit que nous devons lutter contre les droitiers et les opportunistes et que la conclusion de ce combat doit être leur exclusion des rangs de l'I.S.R.

Nous sommes d'avis qu'il est impossible de maintenir une telle manière de voir. Peut-être ne s'agit-il que d'une erreur de traduction, mais si la traduction est exacte, le texte doit être modifié car il nous semble dangereux et tout à fait impossible de traiter la question de l'épuration dans le cadre syndical, dans le mouvement syndical, du même point de vue que l'épuration dans le P.C.

En France nous nous trouvons actuellement en période de lutte de tendances particulièrement aiguë, et nous n'avons pas du tout l'intention de saboter cette lutte en aucune manière ni d'épargner nos adversaires. Nous avons

plutôt l'intention de les vaincre aussi totalement que possible. Mais, camarades, nous sommes cependant d'avis que, dans cette lutte contre les droitiers et les opportunistes, il faut observer certaines règles tactiques.

En particulier, nous devons nous défendre contre l'affirmation des droitiers et des opportunistes qui présentent le rôle dirigeant du Parti (proclamé par le Congrès de la C.G.T.U.) comme quelque chose qui exclut des syndicats unitaires les non-communistes.

L'opposition syndicale française qui prépare la scission dans les syndicats unitaires jette actuellement cet argument sur le tapis : La reconnaissance du rôle dirigeant du Parti et ses efforts pour diriger les syndicats rendent impossible à ceux qui ne partagent pas les idées communistes, à ceux qui ne sont pas pleinement d'accord avec le P.C. de rester plus longtemps dans les syndicats unitaires.

Naturellement, camarades, nous nous sommes dressés contre une telle déviation et nous avons le plus complètement possible exposé nos véritables conceptions. Le fait demeure toutefois, camarades que, si dans un document international il est déclaré que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne de l'Internationale en doivent être exclus, si on propose comme conclusion à la présente lutte de tendances l'épuration de l'I.S.R., l'exclusion des non-conformistes, nos tâches d'explication et de combat n'en seront pas du tout facilitées.

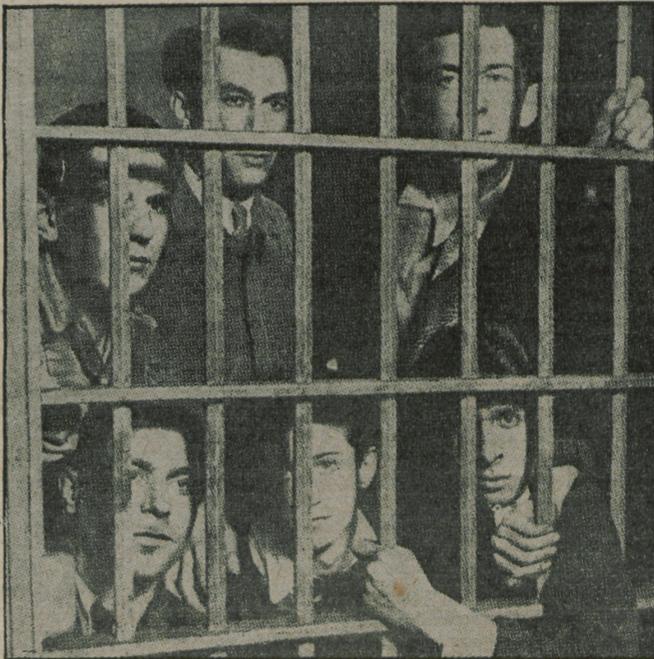
C'est pourquoi nous pensons que ce point doit être modifié...

Vassart, moins ignorant que les Gitton et consorts et qui donne parfois l'impression de vouloir comprendre ce qu'il dit et ce qu'il fait, voit très bien les dangers d'une « épuration » brutale qui ferait apparaître les chefs confédéraux comme des scissionnistes avérés. Aussi ses remarques ne portent-elles que sur la « forme » de la lutte à mener pour mettre les minoritaires hors de la C.G.T.U. Losovsky, secondé par Thaelmann et Gitton, en a-t-il tenu compte ? Nous n'en savons rien ; mais ce qui est tout à fait sûr, c'est que, quoi que le Conseil ait décidé, Vassart finira toujours par suivre docilement Gitton.

DEROUE ANTICOMMUNISTE A SAINT-DENIS

Au deuxième tour de scrutin pour les élections municipales à Saint-Denis la liste communiste est élue par 7.860 suffrages contre 7.245 voix à la liste bourgeoise. Les S.F.I.O. et le P.O.P. s'étaient désistés théoriquement en faveur du parti communiste. Mais il est clair que nombre de ceux qui les avaient soutenus n'ont pas reporté leurs votes sur la liste communiste. Cela montre que beaucoup d'électeurs socialistes ou populistes préfèrent la liste bourgeoise à la liste communiste, ou dans le meilleur des cas, s'abstiennent.

Ces résultats ne font que renforcer la position de l'opposition de gauche : il ne faut pas abandonner la lutte communiste à l'appareil corrompu du parti comme le font les liquidateurs genre P.O.P., il faut, au contraire, marcher résolument contre la direction actuelle du parti vers un nouveau développement du mouvement communiste.



Manifestants emprisonnés à Chicago après une démonstration de chômeurs.

LA SEMAINE

La mutinerie d'Oléron.

A Oléron, les disciplinaires se sont révoltés. On sait que la loi bourgeoise envoie dans les sections disciplinaires ceux dont la présence parmi la troupe lui paraît néfaste. Mais sous le prétexte de ne pas mêler des apaches, des voyous aux jeunes soldats, elle profite pour envoyer dans des sections comme celles d'Oléron, de jeunes ouvriers qui ont été condamnés pour vendre des journaux révolutionnaires ou pour avoir participé à des piquets de grève ; elle y envoie aussi ceux qui, signalés au corps où ils ont été incorporés, ont répondu aux provocations dont ils ont été l'objet. Et, dans ces sections, c'est la discipline la plus brutale, des brimades, des provocations continuelles. Malheur à qui ose réclamer. On s'explique donc fort bien que ceux qui subissent un tel régime se rebiffent et se livrent à des actes dont ils savent pourtant qu'ils aboutissent rarement. On se rappelle la révolte de Calvi et l'attitude courageuse des mutins déclarant devant le tribunal : « Si on continue à nous traiter de la même manière, nous recommencerons », et se montrant, étroitement solidaires les uns des autres. Aujourd'hui à Oléron, ils se sont enfermés pour protester contre la mauvaise nourriture qui leur était servie. Contre eux, l'autorité militaire use de tous les moyens : elle a voulu les inonder, trouvant que la faim ne les amène pas à capituler assez rapidement. Ils ont déjoué cette manœuvre et pour nourriture, ils ont pris le varech sur les murs de la prison. Dans une période où tant de lâchetés sont à enregistrer, de tels actes ne doivent pas être mésestimés et restés ignorés. Ces jeunes prolétaires ont donné un véritable sens de classe à leur révolte en chantant l'*Internationale*, en se revendiquant du drapeau des prolétaires. Et là-dessus le *Populaire*, qui ne signale pas ces faits, trouve moyen d'écrire :

A l'heure où nous écrivons, on ne peut prévoir comment se terminera cette malheureuse affaire.

Nous voulons croire que toutes les mesures de prudence seront prises afin d'éviter toute effusion de sang.

Il est encore trop tôt pour rechercher et analyser les causes de la mutinerie. Pour les militaires, la consigne est de se taire. Dans quelques jours, nous dirons ce que nous pensons de cette pénible affaire.

Il est évidemment commode de chanter l'*Internationale* au manège Huyghens et d'affirmer sa volonté de conquête du pouvoir en dansant toute la nuit. Mais quand des procédés connus depuis longtemps amènent des mutineries comme celle d'Oléron, alors il faut attendre pour en « rechercher et analyser les causes ». Rien ne sera fait par les socialistes pour alerter le prolétariat, pour l'appeler à défendre les révoltés d'Oléron. Il y a des scrutins de ballottage dans quelques jours ; et c'est une affaire que les socialistes ne voudraient pas voir se terminer de façon « pénible ». Dimanche prochain, il y aura probablement de nouveaux élus socialistes au Parlement et le *Populaire* célébrera ces « nouvelles victoires du prolétariat ». Pendant que cinquante jeunes ouvriers auront dû se rendre à l'autorité militaire qui, la révolte terminée, se vengera encore d'une façon impitoyable.

Autour de la Gazette du Franc.

Une fois de plus, l'affaire de la *Gazette du Franc* remplit les colonnes de la presse. Madame Hanau, qui fut transportée à l'hôpital dans un état grave occasionné par vingt jours de grève de la faim, s'évade de l'hôpital et réintègre la prison. On nous permettra d'avoir quelques doutes sur la façon dont Mme Hanau a fait la grève de la faim ; quand des révolutionnaires la font, les journaux en parlent beaucoup moins que pour cette affaire et nous savons que lorsque l'un d'eux est transporté à l'hôpital, c'est que sa santé est bien compromise et qu'il n'a pas la force de s'évader.

En outre, chez le substitut, du dossier de la *Gazette du Franc*, des cotes concernant Pachot, commissaire aux délégations judiciaires, disparaissent.

S'il y avait des gens pour douter encore de l'attitude de classe de la police

Vingt-cinq ans d'unité socialiste

“UNIS COMME AU FRONT”

Le Parti Socialiste s'abandonne à un optimisme délirant. Il se grise de son bulletin de victoire : 120.000 adhérents, 117 parlementaires, 12.000 municipaux. Le dernier dimanche électoral lui apporte un gain de 50 p. cent de voix dans quatre départements. Il s'appête à recueillir le bénéfice du désarroi du Parti Communiste et affiche dans Paris un appel à la « lutte de classes ». Enfin, il peut réunir à Paris quelques milliers d'assistants pour célébrer les vingt-cinq ans d'unité socialiste.

Célébration naïve et impudente. Naïve parce que ces anniversaires jubilaires sont caractéristiques de l'esprit des vieilles barbes qui règne dans ce parti soi-disant de combat.

Impudente, parce que ce parti socialiste a peu de droits à se prévaloir de l'unité. Il ne peut dissimuler qu'après sa faillite honteuse de la guerre, il a été amputé à Tours de la masse prolétarienne révolutionnaire et que depuis, il s'est éloigné irrémédiablement de la lutte de classes, du prolétariat révolutionnaire et du socialisme. « L'éloquence des chiffres » qui oppose ses 120.000 membres (encore faudrait-il y aller voir) aux 15.000 communistes n'en fait pas à elle seule le grand parti prolétarien. Pour la rectifier, il suffit de rappeler d'autres chiffres (qui ne valent qu'un peu mieux) : plus d'un million de votants à la gauche du socialisme, le tirage de l'*Humanité*, etc. Mais l'argument capital c'est le contenu de la politique socialiste. On comprend que les S.F.I.O. préfèrent parler du nombre de leurs députés.

Plus impudente encore, cette célébration prétend annoncer la prochaine unité des forces ouvrières au sein de la vieille maison. Mais, dans toute la mesure où les fautes du parti communiste, pour que l'illusion et la perspective d'un tel recul historique du mouvement ouvrier puisse se concevoir.

L'unité politique du socialisme conclue en 1905 — dont Dunois se réclame maintenant en dehors de toute compréhension historique — doit être appréciée en fonction du développement du mouvement ouvrier. Guesde disait lors du Premier Congrès : « Il ne faut pas croire que les grandes organisations qui se partagent aujourd'hui la France ouvrière n'ont pas eu leur raison d'être. Elles correspondent à une division du travail qui s'est imposée et qui s'impose encore. C'est le milieu lui-même dans lequel elles opèrent qui par sa diversité a déterminé leur formation, leur développement et leur action particulière. » Point de vue particulièrement juste, surtout si l'on ajoute les conditions historiques et les traditions particulières de ces divers groupements (blanquistes, guesdistes, allemanistes, possibilistes, etc.) et le caractère de la dernière étape décisive, la Commune avec la répression qui s'ensuivit. L'étape de l'unité peut avoir servi dialectiquement le progrès du mouvement révolutionnaire en France en fondant définitivement, dans l'unité d'un parti de classe, des formations hétéroclites dépassées par l'histoire.

Cela ne veut pas dire que ceux qui veulent poursuivre l'œuvre révolutionnaire

doivent aujourd'hui adresser un salut sans réserves à l'unité socialiste. Il est naturel que ce salut ému lui vienne des députés, des conseillers généraux, des avocats et des fonctionnaires à qui l'unité a apporté la force d'une puissante organisation électorale. Pour les marxistes, elle se juge par rapport aux intérêts révolutionnaires du prolétariat.

Or, il est évident que dans sa formation même le parti socialiste unifié contenait déjà les tares qui devaient le conduire à la honteuse union sacrée de la guerre. Au cours des congrès préliminaires, les guesdistes d'abord, puis les blanquistes rompirent les négociations d'unité devant le réformisme foncier des éléments du Parti socialiste français. Il suffit de rappeler que c'est le refus de condamner la présence du « socialiste » Millerand aux côtés du massacreur Gallifet dans un ministère d'union républicaine qui motiva le départ des blanquistes. On peut se demander ce que l'union des éléments révolutionnaires (blanquistes et guesdistes) — si confuse que nous apparaissent maintenant leur doctrine — eût pu donner pour le mouvement ouvrier. Mais les temps n'étaient pas mûrs pour une telle unité révolutionnaire. Le courant qui entraînait les diverses « écoles » vers une unité d'apothéose était trop fort. La pression de la Deuxième Internationale — qui n'était pas plus nettement révolutionnaire — la paracheva.

L'unité de 1905 se fit sur des textes révolutionnaires dans la forme. Mais la capitulation des réformistes du Parti socialiste français devant les révolutionnaires du P.S.D.F. était surtout formelle. L'abnégation si « généreuse » de Jaurès, démentant son passé, n'en fit pas un autre homme. L'unité se faisait avec Jaurès qui s'adaptait, mais aussi avec Briand, Augagneur, Viviani et Breton. Ceux-ci qui étaient déjà « mûrs » ne tardèrent pas à s'en aller, mais c'est à l'intérieur de l'organisation unifiée que Renaudel se développa.

L'unité était une embrassade. Une déclaration de Briand en donne le ton (Premier Congrès d'unification). « Nous pouvons, nous devons nous entendre. Au lieu de les épuiser en de vaines et de mesquines querelles, employons nos efforts, notre activité, le meilleur de notre intelligence à créer en dehors et au-dessus des considérations individuelles, le véritable milieu révolutionnaire, la pure atmosphère de sincérité socialiste, où pourront seuls accéder ceux qui ont le cœur et le cerveau faits pour y vivre ». A ces paroles, répond en écho la conception que Blum défend au congrès de Tours d'un parti qui embrasse, dans une dissolvante confusion, toutes les nuances et toutes les opinions de la pensée sociale.

L'histoire du parti socialiste d'avant-guerre est faite des textes et des déclarations formellement révolutionnaires avec lesquels on enveloppait la classe ouvrière dans la pratique réformiste et parlementaire. Hervé écrivait : « Me sera-t-il permis de constater ici que les révolutionnaires se sont bel et bien laissés rouler comme dans la farine. On a mis dans la motion les mots : action directe, grève générale, droit à l'insurrection comme des appâts ; les révolutionnaires y ont mordu et ils ont avalé le reste, qui est bien la plus belle bouillabaisse réformiste et électorale qu'on ait jamais cuisinée dans un congrès socialiste. » Ainsi l'influence droitiste des réformistes, l'influence prépondérante des élus et des couches dirigeantes captaient la force de l'unité socialiste. Cependant que les éléments prolétariens les plus déçus au combat se trouvaient à la C.G.T. anarcho-syndicaliste.

La scission de Tours sépara le parti socialiste des masses prolétariennes militantes. Ainsi délesté, il subit plus fortement l'entraînement de la couche petite bourgeoise politicienne de ses élus et de ses journalistes professionnels qui l'attira encore plus déceivement à la remorque de la bourgeoisie. Sa reconstitution présente ne s'opère plus sur la base de classe prolétarienne. Ses formules et ses déclarations, inspirées de son âge d'or, apparaissent pour ces notes d'argent une détroque vieillie et usée. Les militants d'antan sont toujours là : ils ont vieilli, ce

n'est plus un siège de député qu'ils convoient, c'est un portefeuille de ministre. Seules les fautes des directions communistes ont pu permettre à ce parti socialiste disqualifié de reprendre, sur le terrain démocratique, une ampleur factice.

Il se prépare maintenant à exploiter la crise du parti communiste. Il se déclare à la veille de l'unité par le retour dans la vieille maison. Et son Conseil National se consacre déjà à régler le protocole de la réception. Le jeune Léo Lagrange propose de lancer un grand manifeste aux travailleurs pour établir le bilan de dix ans de scission et appeler les travailleurs à l'unité. Il remarque cependant qu'en toute hypothèse on ne pourrait réadmettre « un homme comme Cachin ». Que pense de cette éventualité cette vieille ficelle de Cachin ? Il n'y a pas si longtemps que son *alter ego* Louis Sellier... Seules des préoccupations de tendance font hésiter les délégués. Louis Lévy discute de l'attitude à observer quand auront formé leur demande les Garchery, les Louis Sellier « qui ont créé un tiers parti et veulent un jour pouvoir discuter d'égal à égal avec le Parti ». On voit que les perspectives du P.O.P. ne trompent personne : il glisse naturellement vers la centrale S.F.I.O. et ses meneurs monnayeront leur apport. Renaudel souligne qu'il n'est pas dit que les transfuges du parti communiste resteront dans la gauche du parti socialiste. Le finaud a raison, hier les Lafont, les Frossard, les Marion, demain les Chasseigne, les Garchery, les Berthon n'auront aucune raison d'imposer à leurs appétits affranchis la pénitence d'un stage dans la gauche. D'ailleurs pour marquer le sens de ces préparatifs, on réadmet pour commencer le négrier Varenne.

Tout naturellement c'est surtout de la réintégration des élus et des personnalités représentatives que se sont préoccupés les S.F.I.O. C'est ce monde qui leur importe. Et c'est ce monde qui viendra tout naturellement à leurs râteliers. La voie ne sera pas longue. Le *no man's land* de terre que le parti communiste prétend avoir instauré entre le parti socialiste et lui n'arrête pas ses politiciens professionnels qui le traversent avec armes et bagages. Malheureusement, et c'est beaucoup plus grave, il n'arrêtera pas non plus de nombreux éléments ouvriers de la minorité syndicale qui, détachés du communisme, se laissent aspirer par l'influence du parti réformiste. Ni ces éléments paysans dont les élections de dimanche soulignent la perte (à Bergerac 1.700 votes contre 4.200 aux élections précédentes).

Le danger existe. Les fautes de la direction du P.C. l'aggravent. Cela ne suffira pas aux égarés du mouvement prolétarien pour réaliser contre la marche de l'histoire une nouvelle unité socialiste. Ni leurs complaisances ni les erreurs criminelles des directions bureaucratiques communistes n'égareront le prolétariat : la secousse révolutionnaire d'après guerre et la leçon de l'Octobre russe lui ont définitivement enseigné la nécessité d'un parti centralisé, profondément identifié à l'avant-garde ouvrière, uni au prolétariat dans ses luttes et irréductiblement opposé à la bourgeoisie.

C'est seulement dans ce sens que peut se réaliser l'unité socialiste, l'unité de combat des masses travailleuses, sur la base de la lutte de classes révolutionnaire. — F. G.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

LETTRE D'ESPAGNE

Incertitude, passivité
et confusion politique

Madrid, mars.

Les « impétueux », les « violents », les prophètes de naguère et tous ceux qui commencèrent à manifester une certaine agitation pendant les premiers jours qui suivirent la transmission des pouvoirs de Primo de Rivera à Berenguer ont considérablement atténué leur « impatience » ; faisant honneur à leur tempérament inquiet, ils sont tombés dans le creux de ce courant formidablement puissant qui s'est emparé aujourd'hui de la majorité des hommes politiques espagnols : la préparation de la prochaine lutte électorale.

Disons-le en l'honneur de la vérité, ce sont les social-démocrates et les républicains dirigeants de l'opinion, qui espèrent tout des élections.

Romanones, le comte et le leader libéral sans s'effrayer de ses contradictions fait déclarations sur déclarations, déclarations confuses, peu concrètes et encore moins catégoriques, ce qui montre bien la confusion politique qui règne en Espagne, la passivité et l'incertitude de la grande majorité du peuple espagnol, surtout après le discours tant prêté et tant attendu de Sanchez Guerra.

Sitôt après la chute de Primo de Rivera, Romanones pronostiquait la fin prochaine de la monarchie, soulignait « l'impossibilité de résoudre le problème politique espagnol (oubliant le problème économique) sans transformer le régime » c'est-à-dire sans la fin de la monarchie. Aujourd'hui, les esprits étant un peu apaisés, le même comte de Romanones rétracte ses premières déclarations et pronostique que : « à cette heure il est très possible, à cette heure il est temps de raffermir la monarchie, à condition qu'il ne reste pas trace du pouvoir absolu du roi, que la souveraineté du roi soit partagée sans restriction aucune, avec la souveraineté du peuple. »

Romanones croit qu'avec l'appui des partis libéral et conservateur la monarchie serait sauvée et il l'annonce à tout le monde. Nous pouvons affirmer que c'est lui, le comte de Romanones qui, contrairement à Sanchez Guerra, oubliant les préjudices que le roi a fait aux libéraux, et à lui en personne, pendant la dictature de Primo de Rivera s'est fait le champion de la lutte pour sauver le roi et la monarchie ; Berenguer n'est que l'instrument.

Sanchez Guerra s'est déclaré ennemi d'Alphonse XIII mais non pas ennemi de la monarchie. C'est un maître politique qui sait sauver sa dignité et se tirer d'affaire sans excentricités. Mais son discours a déçu les républicains qui espéraient tant du « discours-programme » tant annoncé.

Les hommes politiques sont entrés dans la phase des déclarations. Tous en font, tous écrivent des livres et des articles contre Primo de Rivera et sa dictature (quand Berenguer le permet). Cambó, Gabriel Maurá, Marcelino Domingo, etc., ont écrit chacun leurs livres où ils prétendent laver leurs fautes passées et préparer la prochaine campagne électorale qui s'annonce déjà pour la belle saison. En outre tous les esprits se sont affaiblis, la passivité, le manque de foi commencent à s'emparer du peuple espagnol qui, manquant d'éducation politique en général, se fie à l'apparition salyatrique de quelque Messie.

Il manque une organisation prolétarienne dirigeante. Là serait le salut du vrai peuple, de la classe ouvrière.

Mais les anarchistes, bien qu'ils commencent déjà à reconnaître quelques-unes de leurs erreurs passées, « anti-politiques » et se préparent à intervenir en politique, bien qu'indirectement (avec les républicains selon des bruits qui courent) mettent tout leur espoir dans l'établissement de la République en Espagne. Leur signe de ralliement paraît être : « Que la République se fasse, et pendant ce temps-là organisons-nous. Après nous agirons. » « Réorganisation syndicale avant tout pendant

que les républicains font leur république. » D'où on déduit que pour eux tout le problème se réduit à attendre que d'autres fassent la république bourgeoise quoiqu'ils aient à contribuer modestement à leur effort, et à réorganiser les syndicats avant d'entreprendre la lutte pour les revendications que la classe ouvrière doit poser immédiatement, sans attendre en faisant tourner à son avantage les problèmes que la situation actuelle met au premier plan, et qui, sans aucun doute, faciliteront considérablement la réorganisation syndicale, bien plus que les mensonges de la république démocratique bourgeoise. La lutte contre le chômage forcé, pour l'élévation des salaires, pour l'amélioration de la situation économique de la classe ouvrière, lutte qui doit être unie à la lutte politique du prolétariat contre le régime capitaliste, qu'il s'appelle républicain ou monarchique, pour le régime démocratique de dictature du prolétariat, des ouvriers, des paysans et des soldats. Non les anarchistes ne comprennent pas encore la nécessité d'entreprendre la lutte immédiatement et de l'utiliser au bénéfice de leurs propres objectifs d'organisation. Les social-démocrates, maîtres en politique électorale, savent exploiter les événements pour se laver de l'immondice que la dictature passée, avec laquelle ils collaboraient assidûment, a jeté sur eux. Encore qu'apparemment divisés pour des raisons d'intérêt local et de milieu (le milieu ouvrier des Asturies oblige le leader socialiste « de gauche » Menecedez à se déclarer ennemi de la participation des socialistes aux municipalités actuelles, tandis qu'à Madrid, le secrétaire général du Parti socialiste, Andrés Saborit accepte avec empressement le poste et sait se concilier la sympathie générale des membres du conseil madrilène, manœuvrant ainsi pour préparer le terrain de son prochain triomphe électoral. Les cœurs et les espérances sont tendues vers les prochaines élections. Républicains, libéraux, conservateurs partisans de Sanchez Guerra, tous se préparent à la bataille électorale.

Si les anarcho-syndicalistes avaient tenu compte de ces facteurs, s'ils s'étaient occupés d'utiliser la confusion politique actuelle dans leurs luttes pour les revendications économiques immédiates du prolétariat, s'ils avaient entrepris une grande et active campagne pour l'élévation du niveau social de la classe ouvrière, s'ils avaient tenu compte de la situation malheureuse et lamentable du prolétariat espagnol et organisé la lutte pour y remédier, Romanones et compagnie ne pourraient sauver la monarchie de sa mort immédiate. Mais les prétendus ouvriéristes anarcho-syndicalistes et social-démocrates attendent que Sanchez Guerra et les républicains nous préparent une république et s'occupent de sauver leur responsabilité du passé, pour le présent et pour l'avenir, n'ayant d'autre souci que celui « de faire de l'organisation »... avant d'entreprendre la lutte ! Comme si l'état actuel du régime capitaliste considéré en lui-même nous permettait d'atteindre de si grands biens par le canal de la démocratie bourgeoise.

Il faut aujourd'hui faire comprendre au prolétariat désorienté et désorganisé la nécessité de lutter, de défendre son droit à la vie et l'organiser solidement dans la lutte, de même que dans la lutte contre la guerre la Révolution russe s'est organisée et a triomphé, sans que les bolcheviks aient attendu la fin de la guerre et le cours nouveau pour lutter contre la guerre et pour la révolution.

La classe ouvrière souffre d'une brutale oppression politico-économique. Elle doit se défendre. L'organisation l'a déçue parce que cette organisation qui lui a imposé tant de sacrifices en d'autres temps n'a pas su la conduire au triomphe promis. Il faut que l'organisation, le peu qui en reste en Espagne, établisse un cartel de revendications immédiates qui donne une expression au sentiment de la classe ouvrière, que

LETTRE D'ALLEMAGNE

Encore les élections aux
Conseils d'entreprises

Berlin, mars

Les élections aux conseils d'entreprises ont commencé. Les résultats déjà connus confirment pleinement les pronostics que nous avons brièvement esquissés dans la *Vérité* du 14 mars. Dans de nombreuses entreprises où le Parti présentait pour la première fois des listes rouges, celles-ci obtiennent des succès appréciables. Mais là où l'année passée il enregistrait des victoires éclatantes, là où il avait donc à présent à satisfaire l'attente et l'espoir des ouvriers, là justement, le Parti subit des défaites parfois désastreuses. Dans notre dernier article nous avons déjà pris comme exemple le cas des conseils d'entreprises de la Société berlinoise des transports. Le 15 mars ont eu lieu les élections au conseil d'entreprise pour 1930. Elles ont été une lourde défaite pour le Parti. Contre 10.797 voix en 1929, il n'en obtint que 6.317, tandis que la liste des syndicats a fait un bond de 5.934 (1929) à 10.146 voix.

Le résultat des élections aux conseils d'entreprises dans l'usine rouge de *Leuma*, qui, à bon droit, passait jusqu'ici pour une des places fortes du communisme, sont presque aussi catastrophiques. Le Parti tombe ici de 9.256 voix en 1929 à 4.763 voix, tandis que la liste syndicale qui avait eu l'année passée 5.914 voix, obtient 5.093 voix, n'enregistrant ainsi qu'une perte minime ; la diminution du nombre des ouvriers s'exprima presque exclusivement par la diminution des voix communistes, tandis que la liste fasciste, fait typique, gagna encore 500 voix.

Ces résultats sont d'autant plus alarmants, qu'ils réfutent d'une manière très nette, la doctrine de « l'essor révolutionnaire permanent ». Mais ce n'est pas tout. Les chiffres de ces élections ne sauraient être considérés isolément ; en relation avec les chiffres du mouvement syndical,

ils caractérisent les processus fondamentaux qui se déroulent au sein des masses.

Malgré un chômage augmentant énormément et englobant plus de 3 millions de travailleurs, le nombre d'adhérents des syndicats s'accroît sans cesse. C'est le cas même dans les industries où il y a eu des scissions assez importantes, dans le bâtiment, par exemple, où existe maintenant à côté du syndicat *Union industrielle du bâtiment*, union relativement forte et s'étendant « révolutionnaire », ainsi que l'organisation des charpentiers qui s'en est détachée.

La poussée des masses vers les syndicats, visible aussi bien par le chiffre de l'accroissement syndical que par les élections des conseils des grandes entreprises, dans lesquelles les syndicats ne représentent encore que de petites minorités, bien qu'ils enregistrent d'importantes augmentations de suffrages, voilà un symptôme très significatif.

Ce tournant ne signifie pas du tout que l'évolution des masses vers la gauche, (que nous avons constaté à plusieurs reprises) serait déjà en train de régresser. Au contraire, ce tournant ne fait que prouver davantage encore que le degré de maturité de l'évolution vers la gauche est tout différent de l'appréciation qu'on donne le Parti. Le rassemblement de centaines de milliers de travailleurs autour des syndicats caractérise le stade initial du développement vers la gauche, la forme tout à fait primaire de la conscience de classe — la conscience de la nécessité de l'organisation de classe.

Si, au cours des deux dernières années, pendant lesquelles ces processus se sont fait jour de plus en plus nettement, la direction du Parti avait su poursuivre une politique bolchéviste, nous aurions aujourd'hui un parti de masses, non pas d'après les bulletins de vote, mais selon sa capacité d'action. Au lieu de former dans les syndicats une forte aile gauche, rassemblant — sans se préoccuper des questions de partis — sur le terrain de la lutte de classe les éléments conscients en une minorité organisée, la direction, par ses lamentables oscillations a mené le Parti dans un état de confusion extrême et a favorisé aussi bien le renforcement des tendances hostiles aux syndicats que celles qui défendent le syndicalisme pur.

Dans ces conditions la poussée vers la gauche s'exprimant par l'afflux vers les syndicats, a provoqué en même temps un affaiblissement de l'influence de la capacité d'action du Parti. En outre, il devient de jour en jour plus évident que les masses n'ont rien moins que confiance dans la politique du parti socialiste. Des douzaines de fonctionnaires communistes adversaires résolus de la social-démocratie, ont quitté le Parti où se sont laissés exclure, mais ils ont refusé de se laisser pousser hors des syndicats en obéissant au Parti qui leur donnait des ordres enfantins et stupides.

Jusqu'à présent les droitières profitaient seuls du mécontentement grandissant dans le Parti. Mais justement ces temps derniers des symptômes significatifs se sont fait jour : de nouvelles oppositions se forment au sein du Parti (surtout en réaction contre sa politique syndicale) qui refusent absolument de s'unir à la droite.

Les premières tentatives de la véritable gauche du Parti de se rassembler à nouveau, de se libérer des traditions du passé, de prendre avant tout dans la question syndicale une orientation nouvelle a immédiatement provoqué des retours au sein de la droite. Dans leur quotidien, *Die Arbeiterpolitik* du 13 mars, ils font une large tentative de rapprochement avec les adhérents de l'opposition internationale de gauche qui sont encore dans le Parti, l'opposition de Wedding et du Palatinat. Ils s'adonnent à l'espoir illusoire qu'il y aura un jour une lutte commune de la gauche et de la droite contre le centre.

Le développement ultérieur leur apportera une déception amère. La gauche qui se regroupe nouvellement combatta la droite dans l'avenir aussi ardemment que dans le passé. — K. L.

UN LIVRE

que chaque militant
doit lire

Histoire de la
Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition, revue et préfa-

cée par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 jésus

de 612 pages

Prix : 25 francs

Librairie du Travail,

17, rue de Sambre-et-Meuse,
PARIS-10e

touche au vif l'aspiration réelle de la masse. C'est ainsi seulement que la masse reviendra à l'organisation.

Que fait le P.C.E. ? Tout le monde l'ignore. Les chefs se sont éclipsés. Pendant ce temps, le nombre des chômeurs augmente, la misère ouvrière croît sans cesse, l'enthousiasme éveillé par « l'avènement » du nouveau dictateur se change en passivité désespérante. Il faut organiser la lutte des chômeurs parallèlement à celle pour les revendications immédiates du reste du prolétariat. Le parti communiste doit se conduire en « avant-garde » du prolétariat espagnol. La situation est favorable pour la création d'un vrai parti communiste. Mais il faut agir, sortir.

L'opposition communiste espagnole exige de la direction du P.C. une action plus persévérante, plus révolutionnaire, plus bolchevique, convaincue qu'elle est d'interpréter l'aspiration générale du prolétariat espagnol et des communistes espagnols en particulier. Quant à nous, nous accomplirons notre devoir à tout moment, sans cesse sur la brèche.

Henri LACROIX.

Les conditions de lutte dans l'industrie chimique

Le Congrès des usines chimiques de la région parisienne s'est tenu le 23 mars dernier. Cachin a donné dans *l'Humanité* une analyse insuffisante de la situation et sa façon de reprocher aux ouvriers de l'industrie chimique de ne pas être organisés montre toute l'inconscience de ce bateleur professionnel.

Peu de travailleurs sont aussi difficiles à grouper que ceux de l'industrie chimique. Cela tient à de nombreuses causes. D'abord, on entend par « industrie chimique » une gamme d'industries très différentes les unes des autres pour lesquelles il est bien difficile d'adopter une ligne identique : la céramique, ou la grande industrie chimique, tels les produits colorants ou la fabrication des acides ne sont guère comparables. Le prolétariat de l'industrie chimique comprend aussi de fortes couches de travailleurs coloniaux ou étrangers souvent assez peu stables. De plus, la grande industrie chimique est une industrie relativement neuve. Elle existait bien à l'état embryonnaire avant la guerre mais elle s'est complètement développée et transformée depuis 1914. Enfin, la structure de l'industrie chimique s'est transformée en même temps que cette industrie se développait. Actuellement, l'industrie chimique française est extrêmement puissante, très concentrée. Elle profite d'une protection vigilante de l'Etat. Elle possède des liaisons internationales abondantes avec les autres groupes internationaux, tandis que de plus en plus des liaisons d'intérêt s'établissent entre les grandes industries chimiques et les industries minières et que l'on peut aujourd'hui, sans exagérer, parler d'un véritable bloc des industries chimiques et minières. La découverte des procédés permettant d'obtenir le pétrole en partant de la houille a donné plus de cohésion à ce bloc. Les bénéfices réalisés depuis la guerre sont considérables, les réserves se calculent par milliards et les richesses des firmes dépassent, à beaucoup près, ce qui apparaît dans les bilans.

L'organisation patronale

Le développement prodigieux de l'industrie chimique depuis 1914 n'a pas été non plus sans s'accompagner d'une organisation patronale puissante. L'Union des Industries Chimiques, 4, rue de Rome, groupe tous les syndicats patronaux de l'industrie chimique et ses ressortissants occupent plus de 300.000 ouvriers. Le fait que M. Duchemin, président de l'Union, est également président de la Confédération générale de la production française montre assez la place que le capitalisme français accorde aux industries chimiques.

Devant ce patronat puissant et bien organisé, quelle est la condition des travailleurs de l'industrie chimique? D'abord ces travailleurs encourent des dangers très nombreux. Ils sont de plus assez peu portés à l'union par le jeu même de la diversité des industries qui ressortissent de l'industrie chimique ; même à l'intérieur de chaque usine, la différenciation entre les fabrications souvent très distinctes des unes des autres, amène un manque de contact et un

éloignement tout à fait préjudiciables à une possibilité d'action commune. La différenciation entre le personnel est assez facile à établir : le personnel de maîtrise, ingénieurs et chimistes d'une part ; le personnel de fabrication, manoeuvres pour la plupart, plus ou moins spécialisés dans telle ou telle fabrication, ayant à remplir souvent le rôle de chefs d'équipe et chefs de poste d'autre part. En face de ces deux blocs s'intercale un personnel de contremaîtres et d'aides-chimistes. Il faut aussi noter que la plupart des grandes usines possèdent leurs centrales, leurs services d'installation et d'entretien composés d'ouvriers qualifiés, plus développés au point de vue social que leurs camarades de fabrication, mais très isolés de ceux-ci.

La plupart des grandes usines de l'industrie chimique sont en province, groupées dans une région déterminée comme cela est le cas pour Alès, Froges et Camargue ou dispersées dans de nombreuses villes, chaque usine étant généralement doublée d'une cité importante.

Le patronat de l'industrie chimique a très bien compris qu'il était nécessaire pour avoir du personnel à « bon compte » de lui assurer des « avantages » accessoires capables de le retenir et de le faire rester tranquille, d'où ces vastes cités où le personnel est attaché par le logement, l'octroi de jardins, l'existence de cantines, d'oeuvres sociales diverses (sursalaire familial, mutualités, sociétés de musique, sociétés de sport, etc.), le tout évidemment sous la surveillance et sous le contrôle du bureau du personnel. A l'intérieur de ces cités, une différenciation sévère règne entre le personnel de maîtrise qui jouit de mess et de logements confortables, le personnel ouvrier français réduit à des conditions souvent pénibles et le personnel colonial ou étranger perché dans des baraquements mal tenus.

Salaires et syndicats

Les salaires sont très bas dans l'industrie chimique et leur calcul est compliqué par l'octroi de primes à la production qui varient suivant le bon plaisir du chef de service et les rendements des opérations, primes dont l'établissement est très difficile à contrôler par l'ouvrier. La rationalisation n'a pas atteint toutes les branches de l'industrie chimique. Il faut reconnaître que certaines branches comme la grande industrie se prêtent assez mal à une rationalisation très poussée.

Les syndicats sont très faibles dans l'industrie chimique. Certaines régions et certains genres d'industries, la céramique par exemple, possèdent de vieux syndicats qui fonctionnent de façon à peu près régulière, quoique très divisés (il n'y a pas moins de trois syndicats de la céramique à Limoges appartenant à des tendances différentes). Mais dans la grande industrie chimique, de beaucoup la plus importante, on peut dire qu'il n'existe aucun mouvement, aucune organisation. Il y a fort à faire dans la grande industrie, auprès de ces dizaines de milliers d'ouvriers qui, le plus souvent, ne savent même pas le nom du produit qu'ils fabriquent, travaillent alternativement de jour et de nuit sans pouvoir vraiment se reposer dans des cités bruyantes et malsaines, qui sont durement exploités, touchent des salaires de famine, sont logés dans des locaux insalubres, sous la surveillance des gardes-chiourmes de la direction, et qui, le plus souvent, au bout de quelques années de travail, sont dans un état de dépression physique sérieux, à moins qu'ils n'aient même définitivement perdu leur santé, les poumons ravagés par quelque vapeur délétère.

Que faire ? Il faut déployer beaucoup de patience et de moyens si l'on veut parvenir à organiser le prolétariat de la grande industrie chimique considérablement arriéré et très durement exploité. Un journal d'usine bien composé paraissant régulièrement s'im-

pose pour les grandes boîtes. Une des premières tâches du journal d'usine serait de faire comprendre la solidarité qui existe entre les ouvriers français et les ouvriers étrangers ou coloniaux. Il aurait ensuite à s'attaquer au calcul des salaires, aux faibles payes, aux conditions de travail en donnant des exemples sur les conditions bien supérieures qui sont faites dans des pays étrangers, tout particulièrement en Allemagne, aux travailleurs de l'industrie chimique. Il serait également facile de presser les ouvriers contre le patronat, autour de revendications précises : logements, coopératives, cantines, sociétés de secours mutuel et autres, ou à tous les échelons, la direction, le bureau du personnel ou leurs mandataires, voire plus ou moins ouvertement les ouvriers qui sont obligés d'en passer par là : médecins, curés, tenanciers de coopératives, etc... forment une clique qu'il faut dénoncer sans relâche.

Préparation de la lutte

Cette campagne d'agitation devrait se doubler d'un travail de recrutement. Il faudrait, dans cet ordre d'idées, être extrêmement persévérant. Les réunions de militants, d'organisations syndicales, devront se faire de façon tout à fait suivie. Il ne faudrait pas hésiter à faire entrer plusieurs camarades expérimentés pour diriger la propagande dans telle ou telle grande boîte, en liaison avec le syndicat. Les revendications devront être soigneusement élaborées et facilement accessibles. Les militants du syndicat devront à l'origine chercher à s'appuyer sur les ouvriers qualifiés des centrales et des ateliers de réparation qui devront cotiser au syndicat de l'industrie chimique. Il faudra être très prudent pour déclencher des mouvements avec chances de succès ; quand un mouvement sera décidé, il faudra l'appuyer d'une façon tout à fait sérieuse.

Il est inutile d'ajouter que toutes ces bonnes méthodes d'action sont absolument incompatibles avec les faibles moyens qui semblent avoir toujours été mis à la disposition des syndicats de l'industrie chimique, lesquels se sont en général bornés à garder une certaine vitalité aux organisations existantes, sans jamais essayer d'aborder franchement les problèmes de l'organisation des usines de la grande industrie chimique. Toute réalisation, pour être efficace, devra se débarrasser de l'esprit de bluff qui devient de règle dans la C.G.T.U. comme dans le Parti communiste. Ce qu'il faut, dans cette industrie, plus encore que dans toute autre, c'est un travail sérieux et de longue haleine et non pas des mots d'ordre, ni des affirmations « éphémères ».

L'aveu qu'est obligé de faire Cachin dans *l'Humanité* de la grande faiblesse de l'organisation ouvrière dans l'industrie chimique, joint au peu d'efforts qu'ont fait les responsables de la C.G.T.U. et du Parti communiste pour porter dans cette branche, et en cette période où ils déclarent la guerre imminente, une activité suivie, joint également aux déclarations périodiques faites sur l'importance capitale de l'industrie chimique aujourd'hui et son rôle décisif en cas de guerre, montre assez l'incurie et l'incapacité de ceux qui osent dire aujourd'hui aux travailleurs de l'industrie chimique : « C'est de votre faute si vous êtes si durement exploités. »

Il est certain que le patronat de l'industrie chimique restera tout puissant tant qu'on ne sera pas revenu aux bonnes méthodes et que le problème de l'organisation de l'industrie chimique ne passera pas réellement au premier rang des préoccupations et ne sortira pas du cadre d'une activité menée de façon fragmentaire suivant la ligne de moindre résistance et avec des moyens absolument insuffisants, ainsi qu'il en a été jusqu'à présent.

H. A.

A L'ASSEMBLEE GENERALE DU SYNDICAT LES DIRIGEANTS CONFEDERAUX SONT BATTUS

A la deuxième assemblée générale qui vient d'avoir lieu, un plus grand nombre de camarades étaient présents. Présentant le rapport financier, Ducarteron, de la majorité confédérale, souligna l'état de la caisse qui ne permettait pas de faire une propagande importante ; il confirma les raisons données dans le rapport moral contre lequel il avait voté. Aussi les camarades Chabanon et Bloquet demandèrent aux présents de voter contre le rapport financier, non parce qu'il y avait quoique ce soit à reprocher à Ducarteron au point de vue gestion, mais pour condamner l'attitude de la C.G.T.U. à l'égard de la Fédération. Le vote donna 60 contre, 50 pour et 7 abstentions. Rageurs, les partisans de la majorité confédérale ne rencontrant pas de succès en racontant des histoires déclarèrent se désintéresser de la suite de l'assemblée. Aujourd'hui ils publient dans *l'Humanité* un appel où ils déclarent que les délégués au Congrès fédéral seront remboursés de leurs frais, ce que la Fédération ne pouvait faire. Ainsi le Bureau Confédéral, car c'est lui qui paiera, ne fournit pas à une Fédération des fonds pour sa propagande syndicale, mais il en trouve pour ses partisans, pour un Congrès où il est assuré d'avoir une majorité. En ferait-il autant pour une fédération minoritaire ? Personne n'a d'illusion à ce sujet. En toute occasion, la direction confédérale montre sa volonté bien nette de faire quitter la C.G.T.U. à qui ne s'incline pas devant elle ; les camarades des Produits Chimiques ont déclaré à l'assemblée de dimanche qu'ils resteraient dans la C.G.T.U. à la fondation de laquelle ils ont participé et à laquelle ils sont attachés au moins autant que ceux qui travaillent chaque jour à sa désagrégation.

LE CONGRES DES USINES

Le compte-rendu de *l'Humanité* est à peu près exact. Seulement il ne signale pas qu'il n'y avait qu'une trentaine de délégués ne représentant qu'eux-mêmes. La meilleure réunion d'usine était celle de l'Air liquide, à Champigny où étaient présents 20 ouvriers sur les 1.500 de la boîte. C'était encore mieux qu'à Lyon où il n'y avait que six présents ; dans ces conditions le Congrès fut reporté au 20 avril. De tels chiffres sont tristement éloquentes. Et comment peut-on songer à une « grève politique de masses » ?

UNE BROCHURE QU'IL FAUT LIRE ET FAIRE LIRE

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

L'exemplaire, 64 pages ... 3 fr.
10 exemplaires 20 fr.
25 exemplaires 40 fr.

EN-SOUSCRIPTION

Pour paraître
prochainement

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 15 fr. franco

Après publication, le prix sera porté
à 20 francs

Le plan quinquennal et le chômage mondial

Le développement intérieur de l'U.R.S.S. est arrivé à un point critique. Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le rythme actuel de la collectivisation qui, en l'espace d'une année, a dépassé deux fois et demie les prévisions pour les cinq ans entiers (50 % des foyers paysans, dès aujourd'hui au lieu des 20 % prévus pour la fin du plan quinquennal) une chose est certaine, c'est que le rythme de collectivisation atteint a bouleversé tout l'aménagement du plan. Les suites ne se feront pas attendre. Ce serait confondre l'ensemble organique vivant que doit être un plan économique avec une simple accumulation de décrets administratifs que de croire que tous les autres postes du plan — industrie, transports, finances — se développeront conformément à l'échelle préétablie alors que l'agriculture continuera ses sauts imprévus.

Il était admis jusqu'à ce jour — du moins en principe — que l'interdépendance de l'industrie et de l'agriculture — la « soudure » — constituait le pivot central du plan. Que reste-t-il de ce pivot? S'il y eut jamais une « soudure » prévue dans le plan, il faut bien avouer que la course folle de la collectivisation — et que celle-là personne n'avait prévue — a fortement compromis cette « soudure ». Dans quel sens va-t-on maintenant rectifier l'alignement du plan? Dès à présent, la « collectivisation totale » provoque de la part de la Direction effrayée un mouvement de *marche arrière*. Mais il est encore prématuré de dire comment se terminera cette retraite. Cette fois aussi elle donnera probablement lieu à une exagération en sens contraire, c'est-à-dire qu'elle ira beaucoup plus loin que ne l'exigeront les nécessités objectives.

La retraite inévitable

Mais la retraite en elle-même est inévitable. Il est fort probable que, sous l'effet de l'inflation, on arrive bientôt à devoir reviser le mot d'ordre : « Le plan quinquennal réalisé en quatre ans seulement. » Bataille en retraite, tant en politique qu'à la guerre, est une opération pleine de difficultés. Mais une retraite effectuée à temps et en bon ordre peut éviter des pertes trop grandes et préparer des possibilités de passer à l'offensive plus tard. Le danger mortel est dans une retraite tardive, se transformant en panique sous le feu de l'ennemi vous talonnant sans répit.

Voilà pourquoi nous, opposition de gauche, nous ne craignons pas cette fois de crier à la bureaucratie à qui ses « succès » ont fait perdre la tête : « En arrière ! » Il faut faire cesser tous ces concours à primes institués dans le domaine de l'industrialisation, réviser les rythmes sur la base de l'expérience acquise et d'un sain esprit de prévision théorique ; il faut accorder la collectivisation avec les ressources techniques, soumettre la politique de lutte contre les koulaks aux possibilités réelles de collectivisation — bref, après les périodes de « suivisme » et d'*aventurisme*, il faut prendre enfin la vraie voie du *réalisme marxiste*.

La variante du plan dans le sens indiqué plus haut instituera une variante *minimum*. Elle résultera forcément de la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle comme suite à d'importants succès et à de non moins importants échecs. Un tel plan ne saurait éluder les contradictions issues du passé historique et de la situation mondiale. Mais il doit réduire autant que possible les effets des erreurs, atténuer et retarder les conséquences de la crise et obtenir de cette façon une sorte de trêve pour l'Etat ouvrier isolé.

Le problème de l'heure consistera donc à *évacuer en bon ordre les positions de l'aventurisme*.

Toutefois, parallèlement à cette variante *minimum*, il faut procéder dès à présent à l'élaboration d'un plan d'une plus grande durée et calculé sur la base des ressources tant extérieures qu'in-

térieures. La perspective d'une révolution prolétarienne en Europe n'est pas une réalité moindre que la perspective d'une collectivisation de la campagne russe. Plus exactement cette dernière ne peut devenir une réalité qu'en parfaite harmonie avec la précédente.

La direction officielle de l'Internationale communiste mène une politique qui semble attendre le soulèvement du prolétariat européen pour demain même. Et, d'autre part, le plan économique pour les 10-15 ans à venir est bâti en vue de « dépasser » le monde capitaliste avec les seuls moyens d'un Etat ouvrier isolé. Cette dualité, résultat de la théorie réactionnaire et utopique du socialisme dans un seul pays, transparaît à travers tout le programme de l'Internationale communiste et dans toute sa politique. Nul ne connaît les délais. Mais on peut se tenir pour assuré d'une chose, c'est que la conquête du pouvoir par le prolétariat européen est moins lointaine que la liquidation des classes au sein de l'U.R.S.S.

L'élaboration d'une variante « minimum » du plan en vue d'atténuer la crise qui s'avance se règlera forcément sur les conditions d'isolement dans lequel se trouve actuellement l'économie soviétique. Mais dans le même temps il faut édifier aussi une « variante » calculée sur une large interdépendance entre l'économie soviétique et l'économie mondiale. Nul autre moyen d'élaborer un plan de prévision pour les 10 à 15 ans à venir.

Il va de soi qu'une entraidé économique sur une échelle mondiale ne deviendra possible qu'après la conquête du pouvoir par le prolétariat dans les pays capitalistes avancés.

Mais tout d'abord on ne peut prévoir quand précisément aura lieu cet événement, et il faut donc s'y préparer tant politiquement qu'économiquement. Ensuite, il y a tout lieu de croire que dans les conditions de la *crise industrielle et commerciale* actuelle, surtout si elle doit s'aggraver, le gouvernement soviétique, à condition qu'il mène une politique juste, pourra participer d'une manière infiniment plus importante aux ressources dont dispose le marché mondial.

Comment utiliser la crise de chômage

Le chômage est un fait d'une importance capitale susceptible d'avoir une répercussion sur toute la politique des prochaines années. Sous le coup du chômage, l'édifice conservateur des syndicats et de la social-démocratie pourrait se lézarder avant que ne vienne à se lézarder l'édifice incomparablement plus solide de l'Etat capitaliste.

Mais tout cela n'arrivera pas tout seul. Une juste direction de la lutte de la classe ouvrière dans l'état de crise sociale actuelle prend une importance toute particulière. La ligne stratégique générale du communisme doit évidemment plus que jamais mettre le cap sur la conquête révolutionnaire du pouvoir. Mais cette politique révolutionnaire doit se nourrir de conditions concrètes et des problèmes de la période de transition parmi lesquels le chômage occupe de plus en plus une position centrale. Un des plus importants mots d'ordre de la période de transition, peut et doit devenir celui de *collaboration économique avec l'U.R.S.S.* Mais la campagne en vue de ce mot d'ordre doit, à son tour, avoir un caractère concret et être épaulée par des faits et des chiffres. Elle doit s'appuyer sur un plan économique général basé lui-même sur une interdépendance de plus en plus intime entre l'économie soviétique et l'économie mondiale.

Pour cela il faut que ce plan général soit édifié sur des bases réellement marxistes et non sur la théorie d'une société socialiste isolée.

Dans le chômage mondial actuel, on voit se confondre les phénomènes de conjoncture avec les processus organiques de décadence capitaliste. Nous avons souvent souligné que les cycles de conjoncture sont propres au capitalisme dans toutes les phases de son

évolution. Mais aux différents moments de cette évolution ces cycles ont eux-mêmes différents aspects.

De même qu'au déclin de la vie humaine les sursauts de force deviennent moins sûrs et moins durables tandis que la moindre maladie se reflète de plus en plus gravement dans l'organisme, de même dans les cycles de conjoncture du capitalisme impérialiste, surtout en Europe, les crises ont tendance à s'aggraver alors que les périodes de prospérité deviennent de plus en plus courtes.

Dans ces conditions la question du chômage pourrait devenir pour longtemps le problème principal dans la majorité des pays capitalistes.

Ce sera donc sur cette question que devra se faire la liaison entre les intérêts de l'U.R.S.S. et les intérêts du prolétariat mondial.

La solidarité de l'U. R. S. S. et du prolétariat mondial

Le problème en soi est simple et incontestable. Le tout est de l'envisager comme il convient. Mais c'est en cela même que consiste la difficulté. A l'heure actuelle, l'éducation internationale de l'avant-garde prolétarienne mondiale se fait sur la base de deux idées : « L'U.R.S.S. édifiera le socialisme sans vous » et « L'U.R.S.S. est la patrie de tous les travailleurs ». La première idée est fautive, la seconde abstraite. D'ailleurs elles s'excluent l'une l'autre. C'est ce qui explique ce fait inouï que la lutte contre le chômage se règle sur le calendrier de poche de Koussinen et de Manouïlski (« 6 mars », etc.) indépendamment des problèmes économiques de la République soviétique.

Or, il est absolument évident qu'il y a corrélation entre les deux séries de problèmes.

La collectivisation « généralisée » sur la base du cheptel mort et vivant de la classe paysanne est une aventure grosse de crises agricoles et de dangereuses conséquences politiques.

Cependant, s'il était possible d'alimenter à temps les kolkhoz en outillage moderne, l'économie rurale collectivisée traverserait avec infiniment plus de facilité la période de « maladies infantiles » pour arriver à un coefficient de récolte supérieur dans les prochaines années et avec des possibilités d'exportations telles que le marché européen du blé s'en trouverait radicalement changé et changées également les bases mêmes du problème de l'approvisionnement des masses ouvrières. La disproportion menaçante entre le degré de collectivisation et l'état du matériel technique résulte directement de l'état d'isolement de l'Union soviétique.

Au cas même où le gouvernement soviétique aurait pu jouir ne serait-ce que d'un crédit capitaliste « normal » le rythme de l'industrialisation ainsi que les cadres de la collectivisation eussent pu être élargis davantage encore. De sorte qu'en vertu de cette situation les partis communistes d'Occident ont désormais devant eux le problème suivant : adapter la campagne contre le chômage aux facteurs principaux de l'évolution mondiale et principalement au développement économique de l'U.R.S.S. Que faut-il faire pour cela ?

1° Cesser de tromper les ouvriers d'Occident sur la situation réelle de l'U.R.S.S. Parallèlement aux succès incontestables qui ont été atteints et découlant de la nationalisation, avouer honnêtement les contradictions internes résultant de l'isolement et des erreurs de direction qui peuvent avoir des conséquences politiques graves.

2° Il faut expliquer que ces dangers peuvent être sensiblement conjurés, et par la suite même surmontés au moyen d'un large échange organisé entre l'Union soviétique, d'une part et — par exemple — l'Allemagne et l'Angleterre, d'autre part.

3° Il faut montrer que des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers européens pourraient trouver du tra-

vail par la fabrication de l'outillage agricole pour l'Union soviétique en exécution de contrats annuels de fourniture.

4° Il faut expliquer que dans ces conditions, outre le bois et d'autres matières premières l'U.R.S.S. pourrait exporter en quantités de plus en plus grandes le blé, le beurre, la viande et d'autres produits de consommation de première nécessité pour les masses. L'importation d'outillage et l'exportation de matières premières et de produits agricoles pourraient, par voie d'accords, être mis dans la dépendance directe l'un de l'autre sur la base d'un large plan d'entente, également accessible à l'entendement et au contrôle tant des ouvriers soviétiques que des ouvriers étrangers. Les succès de l'industrie soviétique atteints à ce jour sont une garantie suffisante pour prendre immédiatement rang sur le marché mondial. Il ne s'agit pas de propagande gratuite, mais de concrètes propositions économiques, basées sur l'expérience acquise et clairement énoncées en langage technique, économique et statistique. Le gouvernement soviétique se déclarera naturellement prêt à permettre aux organismes ouvriers intéressés [syndicats, comités d'usines, etc.] par l'information donnée de suivre en tous points et à tous moments l'exécution de l'accord économique en question.

Considérée sous son jour politique, et principalement au point de vue de la social-démocratie et des gens d'Amsterdam, la question peut être formulée comme étant une application du front unique politique à une échelle qui n'eût pu exister jusqu'alors.

Mais peut-on espérer que Mac Donal, Hermann Muller et les chefs syndicaux d'Amsterdam consentiront à cette combinaison ? Ne sera-t-elle pas considérée comme une tentative de conciliation ?

N'est-ce pas une utopie ? Certes ces objections seront formulées par ceux-là même qui hier encore espéraient que les trades-Unions anglaises déclareraient la guerre à leurs impérialistes pour défendre l'union soviétique [Staline, etc.]

Nous ne nourrissons pas ces pauvres illusions à cette époque ; nous n'en nourrissons pas non plus aujourd'hui. Il faut cependant dire que l'entente économique d'un gouvernement social-démocrate avec le gouvernement soviétique en vue de réduire le chômage dans son propre pays est d'une possibilité infiniment plus grande qu'une lutte des réformistes... contre l'impérialisme.

Si la crise actuelle doit aller grandissant, les gouvernements réformistes s'appuyant sur des millions d'ouvriers organisés pourraient se trouver pris dans un tel étau qu'ils se verraient contraints — sous telle ou telle autre forme — à collaborer économiquement avec les soviets.

La collaboration économique avec les Soviets est-elle possible ?

Nous ne nous amuserons pas toutefois à imaginer dans quelle mesure tout cela se réalisera en fait. Si la social-démocratie se refuse même à discuter un tel plan — ce qu'elle fera probablement au début — ce plan, du même coup, servira, du moins, d'arme contre la social-démocratie au sein des masses. En tout cas, les réformistes au pouvoir auront plus de difficulté à lutter contre une campagne basée sur un plan concret de collaboration économique avantageuse avec l'U.R.S.S. qu'ils n'en ont à lutter contre de vaines déclamations sur le « social-fascisme » (1).

(1) L'organe des communistes de gauche italiens, *Prometeo*, dit très justement que si les social-démocrates réfutent difficilement l'accusation d'être des agents de la bourgeoisie, ils ont, par contre, toute facilité de nier qu'ils sont fascistes. De sorte qu'en les taxant de social-fascistes l'Internationale communiste leur rend le plus grand service.

Il va de soi que tout ce plan ne sous-entend aucune atténuation de notre point de vue politique à l'égard de la social-démocratie. Tout au contraire, avec une juste direction, la campagne qui vient d'être esquissée pourrait même sérieusement ébranler la position de la social-démocratie internationale à qui la politique de Staline-Molotov a rendu, ces dernières années, de signalés services.

Les problèmes de l'édification socialiste, envisagés sur le plan international, découlent entièrement des nécessités internes du développement économique de l'U.R.S.S. tout en contractant en même temps une valeur de propagande décisive en faveur de la révolution internationale.

Mais pour changer le chemin, il faut savoir réapprendre. Au lieu d'endormir avec un optimisme de commande, il faut au contraire semer l'inquiétude révolutionnaire. On ne peut se borner à des imprécations rituelles contre l'intervention armée. Il faut poser le problème économique dans toute son ampleur. Il faut que le propagandiste communiste déclare clairement et ouvertement aux masses ouvrières d'Occident : « Ne croyez pas qu'on puisse à Moscou édifier le socialisme sans vous. On y a fait beaucoup ; on ne peut y faire tout. Ce qu'on y a fait n'est encore qu'une petite partie, en comparaison de ce qui doit être fait. Pour lui venir en aide, il faut prendre maintenant des mesures qui vous aideront, vous, ouvriers, à lutter contre le chômage et la cherté de la vie. Le gouvernement soviétique a un plan de collaboration avec l'industrie étrangère (1). Chacun peut en prendre connaissance. Personne ne vous oblige naturellement à me croire ou à croire le gouvernement soviétique sur parole. Exigez donc la vérification des propositions de l'U.R.S.S. par vos syndicats, votre parti, votre gouvernement social-démocrate. Il faut par l'effort commun de tous, forcer le gouvernement à s'engager sur la voie d'un accord économique avec l'U.R.S.S., car c'est à l'heure actuelle le moyen le plus réel et le plus efficace de lutte contre le chômage ! »

Mais existe-t-il quelque espoir que, sous la direction actuelle, les partis communistes puissent effectuer une sérieuse mobilisation révolutionnaire des masses ?

Nous laisserons cette question en suspens. La politique que nous défendons a des racines tellement profondes dans la situation objective et dans les intérêts historiques du prolétariat qu'elle finira coûte que coûte par se frayer la voie à travers tous les obstacles. Tout le problème se réduit à une question de temps. Or, c'est une question fort importante.

Le devoir de l'opposition communiste de gauche sera donc de concentrer toutes ses forces en vue de réduire les délais.

L. TROTSKY.

14 mars 1930.

(1) Je pars de ce point de vue qu'un tel plan doit exister.

FRONT UNIOUE



LE JEUNE COMMUNISTE. — Tu n'es donc pas un contre-révolutionnaire ?

LE JEUNE OPPOSITIONNEL. — Comme tu vois, la police ne se trompe pas.

Pour les jeunes

PROJET DE PLATE-FORME (1)

Le travail antimilitariste effectif est inexistant. Il n'y a pas de liaison sérieuse entre l'organisation et les soldats. Des actes individuels de quelques militants encasernés ne peuvent remplacer l'éducation antimilitariste permanente et le soutien des revendications collectives des soldats. L'organisation rigide ne se prête pas à ce travail et les mots d'ordre tel que celui de la souscription pour les « trois mitrailleuses » sont bluff et dérision. L'antimilitarisme devient dans la jeunesse une activité connexe, une rubrique secondaire. Toute l'agitation est menée avec des mots d'ordre comme « le plan quinquennal, les brigades de choc, le socialisme dans un seul pays et l'opportunisme dans la F.S.T. ». L'antimilitarisme doit être un travail fondamental de la J.C., selon une ligne théorique et pratique claire. Actuellement, c'est tantôt des actions individuelles et tantôt, bien plus souvent, la défense de revendications immédiates (sur la nourriture, le logement, etc.), que l'on ne relie pas du tout à la lutte générale contre l'armée de la bourgeoisie.

En ce qui concerne l'éducation générale, rien n'est fait. Aux mensonges des éducateurs bourgeois on n'oppose rien. On se contente de ressasser quelques citations de Lénine sans même les comprendre. Les dirigeants de la J.C. ont même voulu jouer aux purs léninistes en condamnant le manuel d'histoire, fait par les instituteurs unitaires, qui peut aider considérablement les jeunes ouvriers dans leur éducation.

Toute cette faiblesse dans l'éducation a rendu la J.C. incapable de lutter avec succès contre les dirigeants des jeunesse chrétiennes et social-démocrates, en arrachant les jeunes ouvriers à leur influence. L'Union catholique comprend 90.000 scouts, les protestants sont 15.000, sans compter les cercles et « patronages ». « La religion est l'opium du peuple. » La J.C. répète cette phrase, mais est incapable de le prouver dans l'action aux travailleurs. La J.C. doit lutter contre la religion, non seulement en démasquant son idéologie anti-scientifique, mais en montrant sa racine de classe et son rôle de soutien dans la lutte économique du patronat contre les ouvriers. La lutte contre la religion doit permettre aux J.C. de gagner les jeunes travailleurs qui gravitent autour des chapelles, dans les campagnes et même dans les villes.

Enfin, il faut souligner que la J.C. se montre incapable de publier un journal éducateur et combatif.

L'Avant-Garde ne sait pas être le journal communiste de la jeunesse ouvrière. C'est un démarquage de l'Humanité. Il est à refondre entièrement. Tout en combattant le patronat et la bourgeoisie, il doit éduquer les jeunes et élever leur niveau de culture politique, de façon à préparer de sérieux militants au Parti communiste.

LES TACHES

La tâche urgente qui incombe aux J.C. est sans conteste une saine politique dans les organisations de masses qui permettent à la jeunesse d'avoir un contact étroit avec les larges couches de jeunes exploités. Depuis plusieurs années, la J.C. a ruiné ces organisations en essayant de les « politiser » coûte que coûte, par des moyens bureaucratiques, qui résultaient de l'état de l'organisation de la J.C. elle-même.

Une de ces organisations, la F.S.T. qui se développait sérieusement et gagnait du terrain, se voit obligée de suivre la politique sectaire de la J.C. On la force à adopter des mots d'ordre purement politiques, à réaliser le « tournant » etc.. Cette politique insouciance de la situation concrète aboutit à isoler la F.S.T. du mouvement ouvrier. La F.S.T. est une organisation sportive qui doit être largement ouverte, sans imposer à l'ensemble de ses adhérents une vie conforme aux désirs des bureaucrates staliniens. Cette politique contribue à liquider le mouvement en montrant que la J.C. ne comprend pas son rôle.

Dans les organisations syndicales, la situation est la même, plutôt pire. La Fédération ne s'occupe nullement de mener une vaste propagande syndicale en montrant aux jeunes exploités le chemin de la lutte de masse contre le patronat. Elle participe anarchiquement aux grèves, sans renforcer le mouvement, mais en lui donnant

une apparence « gauchiste » sous le couvert de l'intervention directe des J.C. dans les mouvements corporatifs. Ainsi, la J.C. montre qu'elle se désintéresse du travail syndical, et est incapable de mener les jeunes à la lutte dans des organisations de masse.

Cette incapacité politique de la J.C. en face des jeunes travailleurs a permis aux jeunes socialistes de se développer. La J.C. a une grosse responsabilité dans la croissance des Jeunesses socialistes. Leur rôle est encore assez maigre; elles groupent actuellement 6.000 adhérents qui jouent un rôle de saboteurs dans les centres de la R.P. et du Nord. Les accusations de « social-fascisme » ne suffisent pas à régier cette situation. Il faut une politique claire devant les jeunes ouvriers, pour les soustraire sérieusement à l'influence réformiste. Le développement de la J.S. en France pendant une période de recrudescence des luttes ouvrières, est un avertissement à la direction stalinienne des J.C.

Le Congrès national de la jeunesse ouvrière approche et l'organisation de la jeunesse n'a rien préparé. Le Congrès a dû être ajourné sur la demande de l'I.C.J.

Ce congrès de la jeunesse ouvrière, qui devrait être une des tâches importantes de la J.C. pour dévoiler la puissance économique et politique qui exploite les jeunes travailleurs, qui devrait aboutir à un large courant des jeunes ouvriers vers les syndicats, ne sera, à la façon dont il est préparé qu'un congrès chargé d'approuver les mots d'ordre des jeunesse, entre autres celui des « trois mitrailleuses », comme si celui-ci correspondait aux nécessités vitales du prolétariat jeune.

Le congrès est préparé par les comités de lutte, comités qui sont à peu près partout inexistant, bien compris des jeunes travailleurs. Les comités de lutte sont dirigés souvent de l'extérieur et sans liaison avec la base par les J.C.

Notre jeune camarade Ancel, militant de la jeunesse communiste subit en ce moment une peine très sévère pour avoir vendu l'Avant-Garde. Il est en ce moment à Clairvaux dans un état d'extrême d'affaiblissement. Nous sommes à côté de la jeunesse communiste contre cette répression qui s'abat sur nos jeunes camarades.

Plus que jamais nous soutiendrons nos camarades de l'organisation qui subissent pour leurs idées les peines que leur inflige la bourgeoisie.

Partout où nous nous trouverons devant la répression de Tardieu, nous combattons avec nos camarades des jeunesse sur le terrain de lutte du communisme. — S. LENOIR.

Le Congrès de la jeunesse ouvrière qui devrait être une conclusion à une activité syndicale renforcée, appuyée par les J.C., clarifiant la situation politique et économique, ne sera qu'un congrès inutile, qui ne pourra nullement servir, par ses directives, à entraîner les jeunes travailleurs.

Les jeunes doivent être alertés. Ils doivent demander des comptes à la direction, afin de faire le premier pas pour arrêter la dégénérescence de la J.C. qui continue.

Camarades, il ne faut pas craindre de parler et d'agir. Il faut parler et chasser de votre direction les bureaucrates qui croupissent autour de thèses à la fois gauchistes et opportunistes, mais ne comprennent rien à la lutte des jeunes ouvriers.

La jeunesse oppositionnelle de gauche s'adresse à vous et vous demande instamment de discuter à fond les méthodes qu'elle préconise en face des leaders de la Fédération.

Nous vous crions : « Alerte ! » et nous vous demandons de vous grouper contre la dégénérescence idéologique qui déforme la riche théorie marxiste, seule capable de nous conduire à la victoire, pour que la J.C. remplisse son rôle d'éducateur, et prépare au sein des larges couches de la jeunesse ouvrière, la relève du Parti, qui donnera au mouvement révolutionnaire son véritable élan, sous la bannière du marxisme défendu par l'Opposition de gauche internationale.

Nos mots d'ordre : « Apprendre et lutter ! »

La Commission de la Jeunesse oppositionnelle de gauche.

(1) Voir le numéro précédent.

Deux réunions de l'opposition de gauche

A SAINT-OUEN

Mercredi 19 mars l'opposition a tenu une réunion à Saint-Ouen. Quarante-cinq camarades étaient présents, et une excellente discussion put se dérouler dans le calme. Deux camarades exposèrent l'attitude de l'opposition de gauche dans la crise du parti, en mettant à nu la responsabilité de la direction, et toute sa politique qui aboutit à ruiner les organisations, sans bénéfice pour la lutte des travailleurs. D'autre part, nos camarades ont montré que l'opposition communiste avait une direction complètement opposée à celle du P.O.P. et de la minorité « syndicaliste pure » de la C.G.T.U. Il ne fut pas difficile de fournir de nombreux exemples qui prouvaient la justesse de notre point de vue. Du reste, le conflit de l'Alsthom, à Saint-Ouen, saboté par les dirigeants du Parti — a servi à ouvrir les yeux des ouvriers. Un camarade de l'Alsthom, qui fut exclu du parti — et chassé de l'usine — après la grève, pour avoir critiqué la conduite du mouvement par les dirigeants du parti, montra clairement la justesse de nos critiques et de notre orientation.

Le camarade qui apporta la contradiction du Parti n'essaya pas de répondre à notre exposé de la situation. Il se borna à faire un discours-cliché, dans lequel il répéta les formules que l'Humanité ressasse tous les jours. Du reste, il faut reconnaître que ce camarade semblait lui-même très peu convaincu de ses affirmations.

Les camarades de Saint-Ouen qui sont venus nous écouter, ont compris clairement quels étaient la base et l'objectif de notre lutte : c'est de redresser le mouvement communiste saboté par l'appareil du Parti, dans l'organisation si nous y sommes, mais en dehors d'elle s'il le faut — et il le faut constamment — mais en tout cas, toujours dans les organisations de masses comme les syndicats, et avec les ouvriers révolutionnaires. Il faut maintenant que les ouvriers de Saint-Ouen s'organisent en groupes combatifs, sur la base d'une large discussion politique.

L'ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

Le 23 mars l'opposition de gauche a commémoré la Commune par une réunion éducative. Le camarade Gérard fit un exposé historique sur les origines et l'œuvre de la Commune, qui fut si pleine d'enseignements, malgré sa défaite, non seulement pour Marx et Engels, mais aussi pour les communistes russes et pour l'ensemble du mouvement ouvrier international.

Plusieurs camarades étrangers prirent la parole pour affirmer la solidarité internationale du prolétariat révolutionnaire dans son action, particulièrement en France où travaillent des milliers d'ouvriers étrangers. Déjà, la Commune avait donné l'exemple de l'internationalisme en appelant dans son sein des Polonais, Hongrois, Italiens, etc.. Aujourd'hui, cette liaison internationale doit être encore renforcée et amplifiée, et sera indispensable à la révolution prolétarienne en France et en Europe.

Nous devrions tenir, le plus souvent possible, de telles réunions. Mais nous devons noter que nos lecteurs n'y sont pas venus en nombre suffisant. A Paris, c'est déjà par plusieurs centaines qu'ils doivent suivre les meetings de l'opposition de gauche.

En vente à la Vérité :

TESI DI ROMA

(en Italien)

Collona di « Prometeo ». N° 3

Prix : 3 francs.

PLATE-FORME DE LA GAUCHE

(en français)

Projet de thèses présenté par la fraction de gauche (bordiguistes), à l'occasion du V^e Congrès du Parti communiste français.

Prix : 2 francs.

LA VIE OUVRIÈRE

LE CONGRES DE L'UNION SYNDICALE UNITAIRE DE LA METALLURGIE PARISIENNE

Le Congrès unitaire des métaux parisiens qui s'est tenu à Paris, les 22 et 23 mars, était attendu avec curiosité. On se doutait qu'à cette occasion, éclaterait, malgré les efforts de la direction du parti, désireuse de masquer les tristes effets de ses méthodes dans les syndicats, le « scandale » Faure-Brac. Ce dernier, homme de confiance du parti, durant des années, et secrétaire, à ce titre, du syndicat, avait démissionné du parti à la suite de violentes attaques dirigées contre lui, pendant les derniers mouvements des Thomson et des Alsthom, par les « responsables » du parti. Faure-Brac, malgré sa souplesse, n'avait pu se plier à certains ordres ; il avait rechigné ; il devait être exécuté. Ajoutons encore que la direction du parti s'est livrée à une opération tactique qui consistait à éliminer Faure-Brac, bouc émissaire, en faisant mine de faire confiance aux deux autres secrétaires, Weckstein et Manguin, suspects comme Faure-Brac, quitte à « s'occuper d'eux plus tard ».

C'est donc investi d'une « confiance » assez spéciale, que Weckstein rapporte sur l'activité du syndicat. Il reconnaît que trop souvent, dans les derniers mouvements, « le patronat a eu l'initiative ». « On manifeste, on débraye dans les usines et on reste embarrassé lorsque le patronat répond par le lock-out ». On en a vu notamment l'exemple, dit-il, à l'Alsthom de St-Ouen. Puis, il nous fait une curieuse confession. « Par dépit, ou par réaction contre les attaques perfides et inconsidérées faites contre les militants » Weckstein a refusé de distribuer des tracts lors du mouvement de Thomson (Favorites), aux 2.000 ouvriers de cette usine. Le geste de Weckstein montre le degré de tension qui régnait entre les militants communistes des syndicats et l'appareil du parti.

Mais Weckstein ne tient pas à être « liquidé ». Il pense que les trente-cinq grèves qui ont éclaté pendant les dix derniers mois, justifient la « radicalisation » des masses. La lutte contre la minorité a été, pour lui, trop faible, aussi le bureau syndical pour combler cette « grave insuffisance » a réagi en convoquant, par-dessus le bureau régulier minoritaire de la 20^e section, une assemblée de cette dernière. Enfin, pour préparer un fer mal de masses, on convoquera un Congrès régional de toutes les usines métallurgiques, le 20 avril.

Roy combat la politique des majoritaires. A son avis, il n'est nullement prouvé que le capitalisme soit impuissant à surmonter la crise de surproduction, « crise cyclique ». Le chômage ? « masse de manœuvre » du capitalisme, soutient Roy. Et après s'être élevé contre les menaces de violences physiques proférées au C. C. N. contre les minoritaires, Roy indique que la solution à la crise du mouvement syndical est le retour à l'autonomie du syndicalisme, la suppression de la mécanisation et de l'homogénéité dans les élections aux postes syndicaux.

La situation pénible du syndicat dans le centre automobile important qu'est Courbevoie, sera retracée par un délégué. Il n'y a plus de sections d'usines. On en a formé une avec deux camarades de chez Delage et huit de chez Savy-Jeanjean, Ariès, etc... Le délégué, judicieusement, se plaint d'avoir trouvé dans les congrès des camarades votant tout ce qu'on veut et qui s'aperçoivent, ensuite, que rien n'est applicable. Il rappelle la confusion dans les directives, au moment du 1^{er} août, et signale qu'à Argenteuil, le 6 mars, le fiasco a été total.

Un camarade de l'Union des tôliers s'étonne que la direction du syndicat se contente de parler de trente-cinq grèves, sans préciser les conditions dans lesquelles elles se sont produites, ni leur issue. En face de la démagogie courante, il regrette l'abandon de la lutte contre le travail aux pièces et pour le maintien intégral de la journée de 8 heures. Pour le 6 mars, la discussion à la base a été nulle. On parle de lutte contre le chômage, alors qu'on voit des ouvriers qui font des heures, rigoler lorsqu'on leur parle de chômage ». Ce camarade était avec sa section, majori-

taire ; maintenant, il reconnaît s'être trompé.

L'appareil du parti est honorablement représenté par Varagnat, pour l'occasion membre de la section Repiquet. Varagnat fait une charge à fond contre les minoritaires du Comité pour l'indépendance « nombril du P.O.P. » et « prolongement de la social-démocratie ».

« La lutte idéologique », comme disait Weckstein, qui doit être menée contre les minoritaires, reçoit une petite illustration significative. Le bureau, aux mains des majoritaires, fait lire la liste des orateurs inscrits et un brouhaha éclate : un tri avait été fait par le bureau, et un certain nombre de camarades inscrits régulièrement, et étant fâcheusement en dehors de la ligne, comme Gourget, avaient été rayés. L'incident clos à la confusion des auteurs, Lemire fait la critique du point de vue majoritaire sur l'imminence de la guerre, qu'il conteste en citant, entre autres faits, la « volte-face d'Hindenburg, acceptant le plan Young ».

En plein développement son exposé est interrompu et terminé d'office par un président stylé, lequel n'observera guère la règle du quart d'heure pour le majoritaire Laroulandie qui redélayera interminablement les dires de Weckstein, Varagnat, etc...

La violence habituelle que met Neveux à attaquer les minoritaires de l'A.O.P., coupables de s'être emparés de la section syndicale, ne saurait faire oublier ce que Gourget lui rappellera, c'est-à-dire que les confédérés ont la majorité des syndiqués, grâce au travail de Neveux et de ses amis.

Decottignies, minoritaire de la 20^e section, démontre en citant des textes de la *Vérité*, le néant du 6 mars et repousse l'alliance avec les gens du P.O.P.

L'intervention de Faure-Brac mettra au les relations de l'appareil du parti avec les syndicats. Pourquoi Faure-Brac a démissionné ? « Parce qu'il est en complet désaccord avec les méthodes mécaniques dans les syndicats. Il raconte comment, tout seul, on l'a laissé diriger le mouvement des 4.000 ouvriers du matériel téléphonique de Boulogne, pour le « faire glisser dans l'ornière ». *L'Humanité* n'avait pas même envoyé un rédacteur. Le 100 % Neveux, permanent au 4^e rayon, donne des ordres au syndicat des métaux, alors qu'il n'y a pas si longtemps, il racontait que Sémard était un policier et faisait lui-même l'objet d'une demande de contrôle. Neveux, qui préside, doit tout encaisser, rouge de rage et de confusion. Faure-Brac indique que dans tous les mouvements, « on travaille pour le communiqué », en jetant des mots d'ordre à tort et à travers.

Cadot, secrétaire de la section de la fonderie, répond à Faure-Brac. Le linge sale est lavé à la tribune. Cadot reconnaît qu'il était (comme Weckstein et Manguin, d'ailleurs), d'accord avec Faure-Brac. Mais ce dernier avait promis de ne rien dire au congrès. Comme il a parlé, Cadot n'est plus d'accord, et il raconte une histoire d'ouvriers grévistes, demandant le concours de Faure-Brac, et celui-ci leur répondant : « Adressez-vous à d'autres, moi je suis de la classe !... » Ça devient tout à fait malodorant et finalement Cadot s'en tire, ingénieusement en entretenant les délégués de l'action des fondeurs.

Contre la façon qu'ont les majoritaires d'escamoter la discussion sur les véritables causes de la triste situation du Syndicat, Gourget s'élève. On prétend - dit-il - que la politique est juste alors que son bilan se traduit par le chiffre de pas même 2 % de syndiqués sur 300.000 métallurgistes parisiens ; et toujours on veut localiser les critiques à de petits faits, à des critiques de détail. Précisant sa position sur l'autonomie syndicale, réclamée par les minoritaires, Gourget pense que pour les ouvriers, la traduction de l'autonomie, c'est « pas de politique ». Pour éviter de tomber dans le corporatisme, il faut donc aux majoritaires opposer une politique claire et conséquente. Gourget dénonce le péril que fait courir au mouvement ouvrier la politique des chefs de la C.G.T.U., qui s'efforcent de se débarrasser de leurs adversaires, en créant une situation telle que les minoritaires soient amenés à quitter la C.G.T.U. Le congrès des dockers, convoqué par-dessus la Fédération des ports et docks en est une preuve.

Croizat, dans un grand, grand discours, ressert les clichés sur la « radicalisation », les minoritaires traités, etc. L'indifférence avec laquelle l'auditoire accueille ces redites ne décourage pas Boullé, qui, au nom de la 20^e U.R., courageusement, recommence.

Le rapport moral est ensuite voté par 127 voix contre 23. Cette majorité sera fragile ; un certain nombre de délégués qui l'ont voté, parmi lesquels ceux des politiciens représentant 13 sections syndicales, manifestaient à haute voix leur colère, au moment de l'élection de la commission exécutive. Celle-ci composée de 30 majoritaires, dont 10 fonctionnaires permanents, a été élue dans les conditions les moins sérieuses. Une seule liste, celle des majoritaires, a été mise aux voix, dans la plus grande confusion. La non-représentation de la minorité est un scandale. C'est méconnaître les règles du plus élémentaire syndicalisme. En passant, signalons que Faure-Brac a été naturellement évincé ; mais deux membres de la nouvelle C.E., se sont immédiatement solidarisés avec lui. Weckstein et Manguin ont, à nouveau, obtenu le secrétariat. Jusques à quand ?

Le rapport financier, adopté lui aussi reste la vraie conclusion du congrès. Il accuse 6.000 adhérents, mais la prise de timbres n'en justifie pas 4.000 ; sur 300.000 métallurgistes parisiens, c'est dérisoire. Manguin l'a dit : « Notre syndicat est un syndicat passoire. » Faure-Brac avait dit qu'en quelques années, 40.000 ouvriers étaient passés au syndicat et n'y étaient pas restés.

Pas même 2 % de syndiqués, le déballage du linge sale à la tribune, de l'ancien et du nouvel appareil prouvent la faillite d'une politique ; la majorité obtenue au congrès n'en dissimule pas la gravité.

UN DELEGUE.

Dans l'Est.

A CHALIGNY

Le découragement règne au syndicat unitaire des mineurs de fer, à Chaligny, aux mines Maron-Val de fer. Quand on se rappelle l'influence et la force du syndicat, il y a quelques années, on constate un recul important. On a voulu appliquer dans le syndicat les méthodes et les mots d'ordre les plus absurdes de la direction du parti communiste.

Le 6 mars, à Chaligny, a démontré que les ouvriers n'en tenaient plus compte.

Les réformistes sont satisfaits. Dans le *Réveil ouvrier*, de Nancy, ils ne prennent plus la précaution de le cacher : « Le 6 mars, à Chaligny, nous avons constaté une fois de plus, l'impuissance des unitaires ; les formules et les mots ronflants n'ont pas rendu ce qu'ils escomptaient, et pour cause ?... »

Et le délégué mineur réformiste, Autenat, s'étend complaisamment sur les revendications pratiques qu'aurait fait aboutir l'action des réformistes en faveur des mineurs. Pas si vite, citoyen Autenat ! Il faut vous-même vous expliquer. Pourquoi avez-vous été nommé porion, avec un de vos amis, par la compagnie, alors que vous êtes dans la force de l'âge ? C'est la récompense de votre action en faveur des mineurs ? Habituellement, la compagnie ne comble pas de faveurs ceux qui lui imposent le respect des droits des mineurs. Le porion Autenat n'est pas qualifié pour défendre l'intérêt des mineurs.

Il faut dénoncer le battage des réformistes, qui crée la confusion. Leur battage et la politique des chefs du parti communiste dans les syndicats, ne doivent pas faire perdre le nord aux mineurs. On parle d'autonomie. Rien ne serait plus dangereux. Le syndicat unitaire reste un outil puissant, à condition qu'il soit bien manié. Il faut orienter le syndicat unitaire sur le terrain solide de l'obtention, par l'action, des revendications, et ça, les camarades décidés à remonter le courant en ont le pouvoir.

Contre la démagogie des chefs du parti, contre celle des réformistes, porions par la grâce de la compagnie, ils feront le front unique. En dehors du syndicat unitaire, c'est l'isolement et l'impuissance ; au syndicat réformiste, on est lié par les porions à la compagnie, par ce moyen toute puissance. La seule solution, c'est le redressement du syndicat unitaire : il n'y a pas d'autre issue.

UN DU COIN.

Dans le Nord.

COMMENT A ETE COMMEMORE LE 18 MARS

Dans le Nord, pour l'anniversaire du 18 mars, le Parti s'est effacé devant le Secours rouge international et c'est au nom du S.R.I. que les réunions commémoratives et manifestations furent organisées.

A Halluin, les dirigeants du S.R.I. au début des discussions sur les réunions commémoratives, ont déclaré qu'il ne fallait plus de fêtes commémoratives comme par le passé, mais des réunions et commémorations ayant un caractère très net de classe. Puis, peu à peu, ils en sont revenus à la fête commémorative avec le seul avantage de l'avoir mal organisée.

Sans doute pour donner à cette fête un « caractère de classe », les orateurs dirigèrent leurs feux sur la minorité syndicale et sur des communistes, encore membres du Parti qui, dans ses rangs, se permettent de formuler leurs critiques.

Voici donc une fête commémorative organisée par le S.R.I. où des membres du Parti sont traités de la façon la plus dégoûtante par la fraction dirigeante.

L'assistance était clairsemée, ce n'est pas de la sorte que l'on fera revivre, à l'occasion du 18 mars les enseignements de la Commune pour le prolétariat révolutionnaire.

STALINE SE TAIT JACQUEMOTTE PARLE

Dans le dernier numéro du *Drapeau Rouge*, organe du Parti communiste belge, paraît le compte rendu d'une réunion publique où Jacquemotte, répondant aux questions d'un de nos camarades de l'opposition concernant l'assassinat de Bloumkine fait une apologie de cet assassinat et déclare nettement que Bloumkine était un contre-révolutionnaire qui luttait pour le renversement du régime soviétique.

Si une telle réponse de la part d'un Jacquemotte ne peut nous étonner, on se demande pourquoi, aux questions de l'Opposition Internationale, les dirigeants ne répondent pas. Non seulement, ils n'étaient pas les preuves, mais sur le fait même, ils se taisent !

Jacquemotte par de telles saletés, espère peut-être retrouver « son rôle dirigeant » dans le P.C.B. Ces ignominies sur Bloumkine sont accompagnées dans le même journal du titre ronflant d'un article sur une grève : « Policiers, Trotskytes, Réformistes contre les ouvriers ». Pas plus que pour Bloumkine, aucun éclaircissement n'est apporté. C'est évidemment « objectivement » que nos camarades belges sont avec la police, probablement parce que la direction du mouvement échappe à ceux dont la politique a liquidé le parti communiste belge.

DIMANCHE SOIR A SAINT-DENIS

L'Humanité de dimanche dernier donnait l'ordre de manifester à Saint-Denis. Le soir, il y avait à 8 h. 1/2, à Saint-Denis, les conditions et l'atmosphère d'une manifestation, mais il n'y avait pas trace d'organisation. Aussi, on se cherchait, on attendait, on hésitait, et désorientés, passablement de groupes se dispersèrent. Le courage et l'enthousiasme de nos jeunes camarades ne purent suppléer à cette carence de la direction du Parti. Aussi, à leurs côtés, nous fûmes, par petits groupes, bousculés et chassés par une flicaille dont la brutalité est connue.

Que faisait donc ceux qui avaient appelé les ouvriers ? Nous l'avons vu et *L'Humanité* l'avoue : Doriot (en salle close) se faisait ovationner par quelques dizaines de camarades et porter en triomphe et, des autres dirigeants du Parti il n'était pas question dans la rue. C'était pourtant leur place pour, à l'instant propice, avec l'autorité qu'ils devraient avoir, déclencher la manifestation. On ne les a pas vus et les mots d'ordre les plus contradictoires désemparèrent les camarades. Petit à petit, les rues se vidèrent d'autant que la police, selon son jargon technique, « déblayait » en distribuant force horions.

En commentant cette insuffisance, nos camarades doivent la relier aux autres insuffisances qui ne sont pas des phénomènes secondaires mais sont liées directement à la ligne politique du parti, à sa vie, à la formation de ses cadres.

LETTRE DE GRÈCE

Grèves et soulèvements paysans
Rationalisation et répression

Athènes, 12 mars.

Les deux dernières grèves des ouvriers des tramways et du gaz ont été provoquées par ce que nous appelons le « treizième appointement » (gratification de fin d'année), accordé jusqu'ici au début de chaque année nouvelle et que lesdites entreprises voulaient tout d'un coup supprimer bien qu'il s'agisse d'un droit acquis par les ouvriers. Le gouvernement de Venizelos prit naturellement le parti des Compagnies, mit à leur disposition sa police qui se montra particulièrement brutale à l'égard des grévistes. Or c'est sous le gouvernement du même Venizelos, il y a quelques années, que la coutume défendue par les ouvriers se trouva consacrée.

Ces grèves, qui ne furent pas des mouvements d'un jour mais se prolongèrent longtemps, ont été finalement réprimées par le gouvernement et les Compagnies qui soumièrent les ouvriers à un régime de terreur implacable. Un grand nombre d'ouvriers furent incarcérés et transportés, et tous les « meneurs » renvoyés.

A cette répression ont participé de hauts fonctionnaires, des marins et officiers de la marine de guerre, des étudiants des classes supérieures de l'École polytechnique. Ces derniers toutefois ne furent en aucune façon des volontaires : ils ne travaillèrent que sous les menaces de la direction de l'École. Ce corps de briseurs de grève se trouva bientôt renforcé par un groupe de partisans de la Confédération du travail jaune qui, au début, se était livrée à des manifestations de sympathie à l'égard des grévistes.

L'attitude du gouvernement n'était point nouvelle ni pour nous surprendre ; nous l'avions vu à l'œuvre déjà dans une série de grèves antérieures (métallurgistes du Laurium, ouvriers d'Elefsis, ouvriers des transports du Pirée) ; ainsi apparaît son rôle réactionnaire et tombe le masque libéral dont il s'est affublé et qui trompa les ouvriers lors des élections du 19 août 1927 ; il a clairement montré qu'il était lui-même un gouvernement capitaliste dont le but est de stabiliser les forces de production sur le dos du prolétariat grec.

La poursuite des tentatives ébauchées dans ce domaine sous les ministères antérieurs de Kafadaris (bloc de tous les partis bourgeois et bloc des partis démocratiques) ne pouvait se faire que sur la base de l'exploitation des travailleurs la plus intense. De lourds impôts pesant directement sur le peuple, des mesures successives dirigées contre les ouvriers (augmentation de la productivité, maintien de la journée de travail de 12 et 14 heures, exploitation honteuse des femmes et des enfants, réduction des salaires, etc.), telle fut la voie de la stabilisation capitaliste.

Des soulèvements paysans surgirent simultanément sur tous les points du pays ; ils furent étouffés par les mêmes moyens que les grèves (Aéropolis de Messénie, Messaria de Crète, Langada en Macédoine, etc.).

A mesure que cette stabilisation s'étendait, toutes les entreprises qui n'avaient pas de bases solides, reposaient sur l'inflation, les spéculations hasardeuses, les variations des cours de la Bourse, commencèrent à trébucher. C'est ainsi qu'un certain nombre de faillites d'importance se produisirent : des banques (Banque de Thessalie, Anglo-American Express Co, etc.), des sociétés anonymes (laines Kyrkinis, savons et huiles Alexopoulos), d'autres entreprises commerciales telles que la Société maritime Palios.

Pour mettre un terme à ces faillites qui ébranlent la situation économique du pays, le gouvernement prend des mesures qui aggravent encore la pression exercée sur les masses travailleuses, il fait rayer de l'ordre du jour de la Chambre le débat sur un projet de loi d'assurances sociales, en même temps qu'il accorde des réductions d'impôts aux sociétés anonymes.

Parallèlement la rationalisation de l'industrie réalisée par la réunion d'un certain nombre d'entreprises appartenant à une même branche de production a créé un chômage de masse, et à ces chômeurs permanents de l'industrie il faut encore ajouter ceux que fait naître l'arrêt du travail dans les manufactures de tabac en Macédoine et la préparation des raisins dans le Péloponèse.

Ainsi le nombre des ouvriers et des paysans mécontents croît sans cesse ; les illusions qu'avait fait naître l'avènement d'un gouvernement « libéral » disparaissent ; chacun cherche le moyen de se défendre contre une exploitation aggravée.

La nécessité d'un parti fort qui aurait pour tâche de démasquer complètement le gouvernement, de rassembler les ouvriers et de canaliser leur mécontentement dans une lutte ayant des objectifs concrets, est aujourd'hui plus évidente que jamais.

Un tel parti ne pourrait être autre que le Parti communiste de Grèce. Malheureusement il n'y a pas actuellement, en Grèce, un parti communiste capable de faire une politique communiste. Le petit groupe qui dirige ce qui subsiste encore du Parti est composé d'éléments sectaires et petit-bourgeois au verbe ardent oscillant sans cesse entre l'opportunisme et l'ultra-gauchisme mais toujours incapables de tracer la voie communiste. Illusionnés par la vision d'une « troisième période » du capitalisme, ils appellent presque chaque jour, par l'organe central du parti, les ouvriers à des manifestations qui semblent dans le ridicule et compromettent le mouvement communiste. Ils ont provoqué la scission syndicale et par là ont éloigné d'eux un nombre considérable d'ouvriers qui, désespérés, fournissent aujourd'hui des troupes à des chefs monarchistes ou soi-disant démocrates. L'immense majorité des ouvriers grecs est actuellement hors des syndicats et forme un « matériel humain » que la bourgeoisie sait bien utiliser.

Notre groupe d'opposition a lutté contre la scission syndicale ; il travaille maintenant à l'unification des syndicats et à l'organisation des non-syndiqués.

Un groupe de militants
oppositionnels grecs.

LA VERITE

ADMINISTRATION et REDACTION :
45, Bd de la Villette — Paris (X^e)
paraît tous les vendredis

LES LIVRES

F.F. NITTI. — Nos prisons et notre évasion. (Librairie Valois.)

M. Nitti, neveu de l'ancien président du Conseil d'Italie, s'est rendu célèbre en juillet 1929, par son évasion de l'île Lipari avec deux compagnons, le député de Cagliari, Lussu et le professeur Carlo Rosselli. M. Nitti n'est nullement un communiste ou un révolutionnaire ; il ne s'est jamais livré à une politique active dans un quelconque parti d'opposition, il est seulement franc-maçon et de famille libérale. Il a suffi de cela, et du fait qu'il fréquentait la famille du martyr Matteotti pour que la police fasciste le juge subversif et l'expédie sans jugement dans une île méditerranéenne.

Condamné par simple mesure administrative à cinq ans de déportation, il nous fait dans son livre le récit de sa vie de prisonnier politique successivement à la fameuse prison romaine de Regina Coeli, à l'île Lampedusa au large des côtes tunisiennes, puis à Lipari d'où il s'évada l'année dernière. C'est un tableau très vivant de l'existence tragique des déportés antifascistes sous la hache sanglante du régime.

Répartis en quelques îles, ils forment des colonies bigarrées où se coudoient de nos camarades communistes, des socialistes et des représentants de divers partis bourgeois, depuis les républicains francs-maçons jusqu'aux catholiques populaires de don Sturzo. Toutes les classes sociales y sont mêlées : des ouvriers, des paysans, des intellectuels (professeurs, députés, avocats, médecins, etc.), des membres du prolétariat révolutionnaire — l'ennemi de classe du fascisme — aux bourgeois inassimilables à la dictature. Toute cette masse vit, agit, souffre en commun, des miliciens et des policiers, sans recours

Comment la direction du Parti Communiste
prépare l'exclusion d'un militant actifDéclaration du camarade Senine
devant la
Commission centrale de contrôle

Le 24 mars 1930, le camarade Senine était convoqué devant la commission de contrôle pour s'expliquer sur son intervention dans une réunion publique sur la politique du gouvernement de Mac Donald. La commission empêcha le camarade Senine de faire la lecture de sa déclaration. Nous publions ci-dessous cette déclaration dont nous approuvons le sens, comme tout communiste sensé doit l'approuver.

On m'accuse d'avoir, dans mon intervention du 15 mars, surestimé les forces du réformisme. Qu'ai-je dit ? J'ai dit qu'il ne faut pas sous-estimer notre adversaire, c'est-à-dire la force du réformisme. Pour le démontrer, j'ai rappelé les chiffres électoraux de l'année dernière en Angleterre.

Voix communistes 50.614.

Voix travaillistes 8.000.000.

Quelques camarades déclarent que les chiffres électoraux ne signifient rien. Mais nous savons que notre chef Lénine a dit que les résultats d'une campagne électorale sont le baromètre de l'opinion publique. Nous déplorons ce résultat et nous pensons que plusieurs millions de suffrages émanant de différentes couches ouvrières (cheminots, mineurs, marins, métaux, bâtiments, etc.) signifient que la classe ouvrière anglaise croit encore en ses chefs traitres, comme Mac Donald, Thomas, Snowden. Aucune importance, répondent ces camarades, notre influence pèse sur les grandes batailles engagées sur le terrain syndical. Mais je demande en quoi s'exprime notre influence, depuis la défaite de la grève de 1926 perdue par la collaboration sans principes avec les chefs traitres des trade-unions. J'ajoute encore que, de douze mille membres que nous avions en 1926, notre parti frère est descendu à 3.000 aujourd'hui. Pour moi, ces faits ne démontrent pas la présence d'une situation révolutionnaire en Angleterre.

On critique la caractéristique que j'ai donnée de la social-démocratie. Par son idéologie et sa politique, la deuxième Internationale est l'aile gauche de la bourgeoisie. Elle exécute et remplit

toutes les fonctions de la classe dominante, c'est-à-dire la bourgeoisie. Mais par son contenu social, c'est un parti qui comprend dans ses rangs une majorité de prolétaires et qui exerce encore malheureusement une influence sur la classe ouvrière.

Pour combattre la social-démocratie et pour arracher à son influence les larges couches de la classe laborieuse, ma conviction profonde est qu'il faut lier les buts finaux aux revendications immédiates qui intéressent les prolétaires. Pour accomplir ces tâches, il nous faut pénétrer au sein de toutes les organisations de masses et leur montrer en réalité que nous sommes le seul parti capable de les mener à travers de sérieuses batailles quotidiennes à la victoire complète. Tous les autres mots d'ordre comme la troisième période, la radicalisation des masses, proclamée sans analyse marxiste, le social-fascisme, les « journées » mécaniquement fixées et autres ne mènent pas notre parti à la conquête de la majorité de la classe ouvrière, mais au contraire à la scission.

Les milliers de communistes dévoués qui ont voulu éviter cette scission, et qui ont travaillé de toutes leurs forces pour l'organisation de la révolution sociale sont maintenant chassés pour cette faute de l'Internationale communiste. Des milliers de ces camarades se trouvent maintenant en Sibérie et dans les autres lieux de déportation. Un des plus grands organisateurs de la révolution d'Octobre et le chef de l'armée rouge, le plus proche collaborateur de Lénine est exilé de l'U.R.S.S. et banni dans la Turquie de Kemal pacha.

Si vous dites que j'ai abusé de la confiance du parti, je réponds : je combats déjà dans les rangs du parti depuis dix années et j'ai voulu toujours montrer à mes camarades du Parti qui les trompe et qui leur montre la bonne voie. Si vous m'excluez aujourd'hui, cela ne m'empêchera pas de continuer mon travail révolutionnaire.

Salutations communistes.

A. SENINE.

possible à une quelconque justice. Le tribunal spécial, institué pour punir les crimes de lèse-fascisme, n'a qu'une mission : défendre à tout prix le régime ; il n'a besoin ni de preuves ni de témoignages, il frappe et cela suffit. D'ailleurs, il n'est même pas nécessaire de le réunir pour porter ; un simple ordre du ministère et pendant des années on est rayé du monde vivant, soumis à la trique des mercenaires.

M. Nitti a de multiples occasions de nous montrer les procédés du gouvernement pour démoraliser ses adversaires emprisonnés. Il y a les pressions morales sur la famille, les parents, puis le chantage à la liberté, la prise d'otages. C'est ainsi qu'après l'évasion de Rosselli, sa femme et son frère, tout à fait étrangers à son activité, furent arrêtés et le dernier déporté administrativement.

Il y a, enfin, les menaces, les tortures corporelles et parfois le massacre. Les colonies de déportés sont contaminées par des nuées d'agents provocateurs, fascistes soi-disant dissidents qui payent d'une délation leur retour en grâce, par des condamnés de droit commun armés par la police.

M. Nitti nous décrit la psychologie des miliciens fascistes : sous les ordres de sicaires, ils sont recrutés dans la population trop nombreuse de l'Italie du Sud, parmi les paysans incultes qui crèvent de misère avec cinq ou six lires par jour. A la milice ils touchent vingt lires, et ainsi le régime possède une garde prétorienne qui vit de lui et à sa chute serait précipitée dans le vagabondage. C'est là un état qui nous rappelle singulièrement les armées féodales. A côté de cela, M. Nitti nous trace des portraits de déportés. Bien qu'en passant, il nous décrit quelques silhouettes d'ouvriers, il semble que l'auteur n'ait surtout fréquenté que des hommes de sa classe, d'autant plus que, suivant son récit, les déportés se groupent en cercles assez fermés les uns aux

autres. Ce tableau de la déportation perd malheureusement en ampleur ce qu'il gagne en détails anecdotiques. — P. S.

SALVEMINI. — La terreur fasciste. (N.R.F.)

Dans ce livre, le professeur Salvemini s'est contenté de réunir une abondante documentation sur les principaux actes terroristes du fascisme. Peu ou pas de commentaires, seulement des procès-verbaux de justice, des témoignages, des documents officiels qui montrent sans littérature superflue, l'atrocité des pogroms fascistes et la responsabilité des dirigeants fascistes, Mussolini en tête. Dans cet ensemble écrasant de faits tous contrôlés, tous vérifiés, on suit pas à pas l'évolution des formes de la violence exercée par le régime. Elle passe par des périodes de massacres généraux comme les massacres d'ouvriers de Turin en 1922, les deux Saint-Barthélémy de Florence en 1924 et 1925, et des périodes d'attentats individuels (assassinat de Matteotti). Elle s'attaque, au début du régime presque exclusivement aux ouvriers communistes et socialistes. La violence de classe est alors à l'état pur. Puis avec les évolutions politiques, elle s'en prend soit aux bourgeois francs-maçons, soit, au contraire, aux paysans catholiques. Elle frappe tout ce qui n'est pas entièrement fasciste.

Il y a, dans ce livre, une abondante documentation en ce qui concerne l'affaire Garibaldi et surtout l'assassinat de Matteotti, où la responsabilité morale et physique du Duce est mise à nu par des preuves irréfutables.

C'est un ouvrage que les ouvriers doivent lire pour connaître à fond les méthodes terroristes de la bourgeoisie. — P. S.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26